

# le monde libertaire

Plus de 8000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale

## C'est déjà la rentrée



M 02137 - 1445 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« La paix sociale fondée sur l'abondance pour tous ne sera qu'un rêve tant que la société sera divisée en classes antagonistes, c'est-à-dire en propriétaires et prolétaires. »

Errico Malatesta

hebdo n° 1445

du 29 juin au 12 juillet 2006

# Sommaire

**Le Monde libertaire s'arrête de paraître avec ce numéro jusqu'au 14 septembre. Le hors-série d'été numéro 30 sera en vente à partir du 13 juillet et pendant deux mois. Bonne vacances à toutes et tous.**

**Salgimondis** syndical avant l'été, par J.-P. Germain, page 4

**L'autruche** s'est encore trompée de trou, par F. Ladrissé, page 5

Raffles à **l'école**, par le GAR, page 5

**Brèves de combat**, page 6

**EDF-GDF**, l'État nous roule dans la farine, par R. Boullard, page 7

Froid, **canicule** et « solidarité », par Thierry, page 8

Vingt ans de la **Criirad**, entretien par la Rue râle, page 9

Raffles et expulsions **chez vous** par D'jo. Reeve, page 11

Le théâtre des **opprimées**, propos recueillis par Caroline et Monique, page 12

Mobilisation lycéenne au **Chili**, par P. Carvallo, page 15

La fatwa **évangéliste** et Ugo Chavez, par É. Vilain, page 17

William **Godwin**, un inédit en français, par N. Potkine, page 18

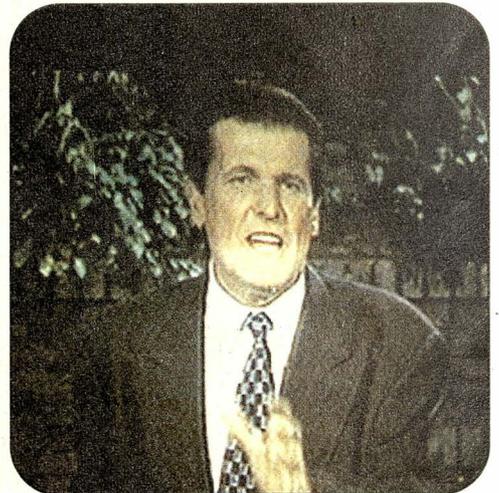
**Réfractions n° 16**, jeunesse et anarchie par I. Liberto, page 19

Épiphanie et la Jardinière de Claude **Kottelanne** par M. Cury, page 20

**Résistance**, O. Misseroff et A. Pecunia, par T. Porré, page 20

**Radio libertaire**, page 22

**Agenda**, page 23



## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

## France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

## Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup> ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



L'ÉQUIPE DU MONDE LIBERTAIRE va se mettre au repos jusqu'à la rentrée, en septembre, tout comme nos députés. Ces derniers, il faut dire, en ont bien besoin, bien que la plupart d'entre eux n'occupent leur siège que le mardi, jour où les débats sont retransmis à la télé. Mais cela est encore trop pour eux, et l'ambiance vire souvent à la cour de récré; pour peut-être que cela les empêche de regarder le match de foot à la télé et alors on ne les tient plus, ils deviennent agressifs.

Fleuron de l'industrie européenne, après avoir servi de tremplin électoral à Dominique Galouzeau de Villepin en lui permettant de se poser en défenseur des travailleurs, EADS a perdu en une journée six milliards d'euros de son capital. Pour les petites bourses que nous sommes, cette somme paraît incommensurable. Il suffit de dire que cela représente environ 200 ans de salaire, charges patronales comprises, des 1 050 personnes employées par la SOGERMA, cette filiale que ces goinfres de la finance s'approprièrent à liquider comme on jette un vieux frigo usagé, ses résultats annuels n'étant pas satisfaisants. À force de travailler à main-d'œuvre minimum, EADS n'est pas en mesure de respecter les délais pour la livraison de son super jumbo jets, l'A380, le plus gros avion civil jamais construit, qui devait asseoir sa suprématie sur Boeing. La loi du marché a joué, à l'annonce du retard de livraison, l'action a dégringolée. Si, quand il s'agit de licencier du personnel l'État n'est actionnaire qu'à hauteur de 15 % du capital, quand celle-ci est en difficulté cela devient une affaire d'État et cela occasionne un pugilat à l'assemblée nationale. La collusion entre l'État et les grandes entreprises est un fait indéniable, leurs intérêts communs vont sans dire, mais quant à savoir qui dirige quoi, cela devient de plus en plus flou. Nos ministres et députés sont souvent d'anciens collaborateurs de gros groupes financiers ou industriels, et se recyclent après leur passage au gouvernement comme conseillers de ces multinationales. Quant au peuple il n'est qu'une masse qu'il faut gérer: producteurs, étudiants, chômeurs, artistes ou retraités, nous ne sommes que des travailleurs et des consommateurs potentiels chargés de faire tourner et d'alimenter la machine. Histoire de ne pas nous désespérer, nos gouvernants veulent nous faire croire que nous participons, à travers les élections, à l'élaboration de ce système manichéen qui, petit à petit, nous détruit en même temps qu'il détruit notre planète. Mais ceci n'est qu'une fiction.

## Quels rendez-vous à la rentrée ?



LES ANNÉES PASSENT et les lieux communs restent: d'aucuns, en cette fin juin, promettent déjà une « rentrée chaude ». Parce que les profs sont en colère (ah oui?), que les gaziers ne laisseront pas GDF tomber dans le giron du privé (ah non!), que les syndicats, forts de leur « succès » lors de la fronde anti-CPE, pousseront en septembre jusqu'à exiger le retrait du CNE (rêvons un peu). Chaude, donc, la rentrée? Tout laisse à penser, au contraire, qu'elle sera, en terme de luttes, un modèle de tiédeur, la perspective des élections ne pouvant que refroidir les éventuelles ardeurs des grosses centrales réformées, des partis de la même mouvance, et de l'électeur en général. Pourquoi se bouger en septembre, alors qu'en avril on « change la vie » grâce au vote? Aussi, sauf surprise, durant cette période il nous faudra, une fois encore, traverser un genre de trou noir, où toute velléité de revendication sera noyée sous le flot médiatique, alimenté par le match Ségo-Sarko. Durant huit mois, les acteurs des luttes sociales doivent s'attendre à être inaudibles, réduits au silence par l'impératif électoral. Le seul rendez-vous de septembre dont nous soyons certains est le vrai lancement de la campagne pour la présidentielle. Quelle perspective!

Pour autant, la surprise peut venir de là où on l'attend. La suppression de 15 000 postes de fonctionnaires, dont plus de 8 000

dans l'Éducation nationale, ne devrait pas laisser insensible une population qui commence à pâtir de manière très sérieuse de la casse des services publics. Une décision aussi brutale, prise une nouvelle fois de manière unilatérale, provoquera peut-être sur le plan syndical des débats autrement plus houleux que ceux consistant à savoir si cette fois c'est Bastille-Nation, ou République-Place d'Italie. Aussi n'est-il pas impossible que le front syndical, initié lors du CPE, trouve là une nouvelle vigueur. Une des conditions en serait que lycéens et étudiants, qui ont bénéficié en mars de la solidarité de l'ensemble des salariés, se décident à voir plus loin que leur intérêt immédiat. Mais une si soudaine prise de conscience serait surprenante, d'autant que, pour la jeunesse aussi, l'élection rime souvent avec démobilisation. Présidentielle ou pas, d'autres fronts resteront de toute façon ouverts: que Sarko et Ségo continuent de se tirer la bourre sur le plan du sécuritaire, ce sera à la poignée que nous sommes encore de défendre notre vision antitotalitaire. Entre-temps, combien de charters bourrés d'enfants auront décollé de France, profitant de l'indifférence que génèrent les vacances? Rendez-vous, donc, à la rentrée.

Fred

Groupe Louise-Michel

# Salmigondis syndical d'été

**LE MOIS DE MAI** a été très beau, « très joli » pour l'économie française. Paraîtrait que la consommation a grimpé dans de très nombreux domaines (entre autres la vente de télévision à écran plat pour le Coupe du Monde de football!). Construction électrique, sidérurgie électronique grand public, travaux publics, tout ça va bien selon le thermomètre du marché. Et nous qui écoutons malgré nous et naïvement les haut-parleurs patronaux qui martelaient que le mois de mai avec ses ponts et les RTT foutaient l'économie française en l'air!

Beaux princes, ceux qui s'engraissent sur notre force de travail desserrent-ils l'étau? Que nenni, pendant ce temps les profits licencieux et tutti quanti perdurent. Et pas seulement dans notre bel Hexagone mais aussi dans le monde. Nous ne sommes plus au XIX<sup>e</sup> siècle mais, selon le Bureau international du travail (BIT)<sup>1</sup>, la violence augmente de façon inquiétante dans les rapports employés-employeurs. Ce n'est certes plus une violence physique (qui tendrait à se stabiliser), mais le harcèlement moral au travail fait de sérieux ravages. Selon William Salter, chargé du programme des conditions de travail et d'emploi au BIT: « L'intensification de la violence psychologique est liée à l'intensification du travail, aux conditions de travail et à la précarité. » Exemple de notre florissante Europe: en Suède, 10 à 59 % des suicides seraient en partie liés au harcèlement moral dans l'entreprise. Outre-Atlantique, aux États-Unis, celui-ci présenterait la troisième source de mortalité au travail. En Europe « 15 millions de gens sont victimes de violences symboliques » (selon Vittorio Di Martino du BIT, coauteur du rapport). Au sud du Mexique, dans la ville Oaxaca, des enseignants ont été violemment délogés par les policiers (qui était plus de mille!). Deux morts, des locaux syndicaux détruits et la presse étrangère interdite de séjour. Y'en a qui disent qu'en Amérique du Sud, ça vire à gauche?

Revenons dans notre Sud-Est hexagonal. À Vergèze, trois repreneurs (Saint-Gobain, l'industriel Georges Sabaté [sic!] et la Financière de la Croix-Blanche) étaient sur les rangs, prêts à acquérir la Verrerie du Languedoc. Les deux derniers sont encore en piste, mais sur les 480 postes de travail, l'un veut en faire disparaître 270, l'autre 300... Nestlé Waters

France, qui est encore aux commandes, n'a pas tenu ses promesses (qui datent d'une dizaine d'années) d'investir pour « la modernisation de l'outil de travail ». Il s'y était pourtant engagé auprès de l'État et des collectivités territoriales.

À Michelin le feuilleton continue. Le 15 juin, quatre délégués syndicaux de l'usine de Roanne (trois de Sud, un de la CGT) ont comparu devant de TGI (Tribunal de grande instance) sous l'inculpation d'avoir bloqué l'entreprise une semaine en mai dernier. L'ordonnance sur requête à la demande de la direction de Michelin prévoyait l'intervention de la force publique contre les grévistes. Pendant le deuil, la répression continue.

Autre « saga », celle de Suez-GDF. Mardi 20 mai, il y avait une journée d'action syndicale (CGT, FO, CFE-CGC, SUD et UNSA Énergie des secteurs de l'industrie électrique et gazière) contre la privatisation de GDF. Il y avait devant le siège de la société Bernard Thibault, Jean-Claude Mailly et Bernard Van Craeynest, respectivement représentant CGT, FO et CFE-CGC. La CFDT était absente, peut-être un manque d'adhérents de tout sexe, mais devant un tel problème syndical, n'ont-ils point d'avis?

Les vacances approchent, les bras baissent et on pense peut-être plus à repos et détente qu'à revendications et luttes. Telle est la nature humaine, mais les directions syndicales des boutiques représentatives devraient avoir des solutions pour remonter les mécaniques, certes sans reprendre entièrement la thèse de los Solidarios des années 1930 via Garcia Oliver de la « gymnastique révolutionnaire », mais pourquoi pas?

Pour la rentrée (après l'entracte bronzette), on nous promet de la mobilisation dans l'enseignement. En juillet, outre l'augmentation pour toutes et tous des frais de transport, il y a le « traditionnel coup de pouce au Smic ».



Un truc normal, certes, mais actuellement une aumône, un scandale quand on pense aux millions d'euros pour les indemnités de mise à l'écart et de salaires versés aux patrons. Le Smic à « 1500 euros maintenant » est une revendication portée surtout par la CGT. Est-ce un premier pas pour un front syndical uni sur du concret? Pour aller plus loin ensuite, on l'espère.

**Jean-Pierre Germain**

1. Dans l'éditorial du vendredi 23 juin, *Les Échos* en rajoute une louche avec un « allez les Bleus » pour redonner confiance aux ménages pour qu'ils dépensent plus! Capital et Villepin même combat.

2. Un rapport de 360 pages a été publié par le Bureau international du travail. Il a été réalisé avec des informations récoltées tant du côté syndical que patronal.

# Rafles à l'école

ORLÉANS, ousque les Rosbifs ont cramé la Jeanne, se refait une beauté en chassant de ses écoles les enfants de parents « en situation irrégulière ».

Des petites Aïssata, des petits Mohamed sont reconduits au-delà des frontières de notre grande démocratie.

Et le processus va s'accélérer avec la dormance des vacances d'été.

Quand nous serons tous aux champs, sur les plages, à crapahuter dans les montagnes, la gent poulardière va se dépenser pour entasser un max de bambins dans les charters qui font la navette entre ici et là-bas.

Ici, nous sommes en France, là-bas ils seront en Afrique, dans des bleds où la misère autorise un bagage léger.

Le ministre de l'Intérieur, à l'initiative de cette sinistre tartuferie, fait du trampoline avec sa loi.

« Huit cents enfants resteront chez nous! »

S'ils causent notre belle langue académique et s'ils ont oublié le dialecte que « baragouinent » leurs parents.

Des lobotomisés en quelque sorte. L'Intérieur aime bien les éradiqués de la cervelle. Sans mémoire, on a moins de tendances contestataires.

Huit cents sur plusieurs dizaines de milliers!

C'est au-delà du cynisme... qui n'a pas égaré les enseignants, les associations de parents d'élèves, des bibliothécaires aussi et en supplétive, une cohorte d'auteurs et d'illustrateurs de l'édition jeunesse.

Décidée à se bagarrer jusqu'au bout du bout. Les actions n'ont pas attendu.

Pas de commissions, de séminaires de réflexion, de motion de synthèse.

Ils sont entrés dans le refus d'un seul coup et s'y cramponnent de toute la force de leur conviction.

En animant des blogs, en envoyant des textes et des images pour les enfants en danger d'expulsion, en manifestant, en interpellant les autorités administratives, maires, préfets... En proposant aussi de « plan-

quer » des enfants, des parents menacés.

En assimilant les lois Sarko à celles de Vichy...

Vous savez, les rafles de nuit des citoyens de confession juive.

Des familles, des aïeux aux petits-enfants, entassés au Vel' d'hiv', puis entassés dans des wagons de marchandises à Drancy.

Escortés par nos vaillants policiers.

Sans état d'âme, comme ceux qui entrent dans les écoles aujourd'hui pour en faire sortir des enfants qu'ils convoieront jusqu'à l'avion, jusqu'à la mort pour certains.

Leurs parents qui seront menottés devant eux pour le même convoi. Et c'est l'instigateur en chef de ce bousbir grand guignolesque qui va poser son prose à l'Élysée.

C'est-y possible un tel scénario?

Wouii!

Qu'on aimerait, si l'on peut l'exprimer comme cela, que la révolte qui anime aujourd'hui les enseignants, les associations de parents d'élèves, les auteurs et illustrateurs de l'édition jeunesse se transforme en un gigantesque refus au pif morveux de ce politicien ringard. Que voici un magnifique pléonasme!

Cela s'est vu, en d'autres temps, des révolutions qui naissaient de l'indignation suscitée par des mesures injustes.

Sans commune mesure avec l'énormité de celles édictées par le futur guide.

Pour aider à ce rêve éveillé, les trublions cités plus haut appellent tous ceux qui se sentent concernés par le sort des enfants expulsés à rester « éveillés ».

En s'associant à leur combat par la signature des pétitions en ligne, en rejoignant les comités locaux de défense des enfants, en s'informant des possibilités d'hébergement de ces mêmes enfants pour les soustraire à l'expulsion.

GAR

<http://www.educationsansfrontieres.org>

<http://aissata.hautetfort.com>

## Quand l'autruche éternue...

### Du calme, Jack

« Je me sens prêt. J'ai la sagesse, la maturité, la maîtrise, la connaissance de l'appareil d'État. » Jack Lang

Et seule la modestie empêche Jack de préciser que si jamais il est élu, son Reich durera mille ans.

### Pleure

« J'ai envie de pleurer sur la France. » Christine Boutin

Vas-y te gêne pas, ma grande, pleure. Pleure, tu pisseras moins.

### Myopie

« Il n'y a pas aujourd'hui de raison de changer de Premier ministre. » Louis Giscard d'Estaing

Entre le père qui veut nous contraindre à revoter au sujet de la Constitution européenne, et le fils qui refuse de voir à quel point est carbonisé ce pauvre monsieur de Villepin, on aurait tendance à penser que la myopie, dans cette famille, est de l'ordre de l'héritage.

### Le Nord

« Dans la vie, on n'a pas 36 boussoles. » De Villepin

On ne dit pas « 36 boussoles », on dit « 36 chandelles ». Mais ce pauvre monsieur Villepin, totalement consumé, navigue désormais dans le noir le plus complet. Ayant depuis longtemps perdu le nord, il voit, lui, « 36 boussoles ». Une seule, ça serait déjà bien.

### C'est l'histoire d'un pauvre mec

« Coluche était une sorte d'anarchiste libertaire. » Attali, Jacques. Attali qui?

Ah, c'était pas plutôt l'inverse? Quoi qu'il en soit « une sorte », c'est le mot. Car pour fréquenter des crapules dans le genre d'Attali, il faut être une sorte, bien particulière, d'anarchiste. Car pour finir par soutenir un escroc tel Mitterrand, il faut être une sorte, bien étrange, de libertaire.

### Le projet de Robert

« La gauche propose de travailler moins, je propose de gagner plus en travaillant davantage. Voilà un projet de société! » Sarkozy, mari de Cécilia

Robert-du-bistrot propose, lui, de gagner le double en bossant plus du tout. Quelque chose me dit qu'il a ses chances pour l'Élysée.

### Stéthoscope

« Ils arrivent avec trois heures de retard, ils engueulent la secrétaire, le médecin. Ils pensent qu'ils ont tous les droits. Ils ont tellement tous les droits que maintenant, ils restent dehors! » Docteur S., radiologue

À qui s'adresse cette sortie? Aux richissimes chefs d'entreprise dotés d'assurances « coupe-file » leur permettant de débarquer quand ça leur chante dans le cabinet de tel ou tel spécialiste? Non, ce coup de gueule vise les bénéficiaires de la CMU, ces privilégiés dépourvus du moindre savoir-vivre. Aussi, comme 50 % de ses collègues, le docteur S. refuse désormais de les soigner. C'était notre rubrique: qu'on les pendre haut et court, avec leurs stéthoscopes!

### Idéologie: far niente

« J'estime que les 35 heures ont créé une sorte d'idéologie du loisir. » Jacques Attali. Jacques qui?

Eh pépère, réveille-toi: tu crois vraiment qu'on a eu besoin de ces fumeuses 35 heures pour avoir envie de rien foutre? Tiens, d'ailleurs, c'est pas compliqué, on se barre en congés. Payés, en plus (quel scandale!).

Frédo Ladrisse

(Petites phrases piquées dans Libération, le Parisien, ou entendues sur France Info et France Inter)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

## Manifestation pour l'autogestion en Espagne

Le 10 juin, 20 000 personnes ont manifesté dans les rues de Madrid à l'appel de la Confederación General del Trabajo (CGT), syndicat libertaire espagnol. Ils revendiquent le droit à s'autogérer, à



bénéficier d'un environnement sain et habitable, le droit d'être soigné, et pour l'emploi dans le service aux personnes.

## Les étudiants toujours contre la privatisation en Grèce

Alors que le gouvernement fait mine de reculer, les étudiants grecs renforcent leur mobilisation avec 440 départements d'université occupés sur 456. Ils réitèrent



leur appel aux salariés face à une loi qui, notamment, réduit l'asile universitaire et ouvre grand la porte à la privatisation.

## Actions contre la Ligue des familles polonaises

Ces 17 et 18 juin, les anarchistes ont perturbé un certain nombre de meetings de la Ligue des familles polonaises, qui se sont tenus partout en Pologne. Il s'agit d'un parti nationaliste, antisémite, antigauchiste et homophobe qui opère dans un climat propice au développement de l'extrême droite et des violences envers les antifascistes de toutes tendances. À Wrocław, les organisateurs du meeting n'ont pas tout de suite appelé la police contre les manifestants, les anarchistes ont tendu une banderole et chanté, obligeant ainsi les politiciens à remettre leur réunion.

## Madame Royale en campagne

Trois jours avant la Gay Pride à Paris, « Ségolène la pudeur » a adressé un signe aux prospects gay, lesbiens et trans susceptibles de voter pour elle à la

prochaine présidentielle en s'exprimant dans une revue LTGB sur le mariage et l'adoption par les couples homosexuels: « Il faudra beaucoup d'explications et de conviction pour avancer résolument sans heurter inutilement, mais si je suis en situation, des avancées se feront, c'est sûr. » Pour marquer un point à son tour, Sarkopen n'a plus qu'à se prononcer pour l'euthanasie!

## Payer pour son droit!

Deux cents parents d'élèves et habitants des Minimes à Toulouse ont formé une chaîne humaine autour de l'école Pierret-Marie-Curie, afin de demander des papiers pour la mère du petit Rafik Abchir, 12 ans, menacée d'expulsion. Zakia, 32 ans, est arrivée à Toulouse en 2002 avec son fils, munie d'un visa touristique, pour y rejoindre son époux (chauffeur routier depuis 20 ans en France et régularisé). Or, il manque 3 euros de revenu mensuel à ce dernier pour atteindre le seuil du droit au regroupement familial! Le Collectif « touche pas aux enfants de mon voisin » s'est proposé de payer la différence!

## Ces préfets qui adorent le cas par cas

Le préfet de la Vienne a annoncé la régularisation de 70 personnes, en application de la circulaire Sarkopen, pour les familles ayant des enfants scolarisés. Mais ces mesures, qui s'accompagnent d'aides financières au retour pour celles et ceux qui ne sont pas régularisés, ne concernent que 15 grévistes de la faim. Elles ont déclenché la colère de celles et ceux qui continuent de faire la grève de la faim dans l'école Saint-Louis à Poitiers et refusent, à présent, d'ingérer l'eau sucrée et salée, ainsi que les comprimés de vitamines qui leur sont prescrits.

## Le Ceseda en action

Selon Act-UP Paris: arguant d'un prétendu vide juridique concernant la situation des parents d'enfants malades, le Sénat, avec l'appui du gouvernement, a adopté un amendement qui prévoit, uniquement, la possibilité de délivrer une autorisation provisoire de séjour à un seul des deux parents. Un grave recul par rapport au droit actuel. Le parent qui ne bénéficiera pas de titre de séjour sera de fait en situation irrégulière s'il refuse de se



séparer de son enfant. Et s'il est expulsé, son enfant devra, en plus de sa maladie, affronter une grave rupture affective.

## Liberté pour René

Un manifestant qui a pris part à la Marche pour l'égalité des droits à Varsovie le 10 juin dernier reste depuis ce jour emprisonné en Pologne. René, un Berlinois de 24 ans a été matraqué et arrêté en fin de manif par la police polonaise, alors qu'une contre-manifestation réunissant des groupuscules néonazis et d'autres forces réactionnaires attaquaient le cortège à l'aide d'œufs et de pierres. Le collectif « Queerberlin » a constitué un comité de soutien et appelle à la libération immédiate de René!

## Ce n'est pas la crise pour tout le monde!

Une étude Merrill Lynch compte, en 2005, 8,7 millions de personnes possédant plus de 1 million de dollars de biens financiers, soit une hausse de 6,5 % par rapport à 2004. Leur fortune cumulée a augmenté de 8,5 %, pour atteindre 33 300 milliards de dollars au total. 85 400 personnes sont considérées comme très riches: à plus de 30 millions de dollars, soit une augmentation de 10,2 %. Les deux principales raisons de la création de leur richesse sont la croissance et la Bourse. Les plus nombreux d'entre eux vivent aux États-Unis, en Corée du Sud, en Inde et en Russie. Quelle fierté pour les pauvres de ces pays!



## L'État nous revend ce qui nous appartient

L'APPEL AUX FONDS PRIVÉS peut revêtir diverses formes mais répond toujours au même objectif: spolier le citoyen-consommateur et enrichir les gros investisseurs.

On se souviendra de tout le battage qui fut fait lors du percement du tunnel sous la Manche. On en appelait aux petits épargnants pour qu'ils investissent leurs sous dans le financement d'une infrastructure nécessaire qui ne pouvait que rapporter gros. Il y eut un battage médiatique sans précédent.

Ce fut en fait une entreprise d'escroquerie légale sans précédent.

Les petits épargnants se sont engouffrés dans l'affaire pour réaliser, peu de temps après, que l'action ne rapportait rien.

Ils avaient oublié une chose, et n'en avaient pas vu une autre:

Les grands travaux d'infrastructure ont la fâcheuse tendance à ne pas être rentables. C'est d'ailleurs pour cela qu'on les confie à l'État.

Si le percement du tunnel sous la Manche avait eu la moindre chance d'être rentable, on n'aurait pas eu besoin de la petite épargne: les gros investisseurs se seraient gardés le pactole.

Dans le cas des entreprises nationalisées, comment faut-il réagir lorsque l'État les met en vente – ou les privatise, ce qui revient au même? Il faut hurler: Au voleur! car il dispose d'un bien qui ne lui appartient pas.

Faut-il s'étonner que les entreprises publiques ne sont privatisées que lorsqu'elles sont rentables? L'argument de « rendre un meilleur service au public » ne tient pas: il s'agit de rendre un meilleur service aux investisseurs. Précisément, le jeudi 16 mars 2006, Gaz de France annonça que l'entreprise avait accru ses profits nets l'an dernier de 29 %. L'entreprise déclarait avoir battu un record, atteignant 1,743 milliard d'euros de bénéfice, et que pour 2006 elle espérait dépasser 2 milliards d'euros grâce à « un accroissement du prix du gaz pour refléter les coûts ».

On pourrait se dire: « C'est bien, une entreprise publique qui fait des bénéfices, les consommateurs vont pouvoir payer les services proposés moins chers. » Non. Les entre-



prises nationalisées ont été bâties au fil des décennies avec les fonds publics, c'est-à-dire l'argent des citoyens, pour mettre en place des services utiles à tous: des « services publics », précisément. Ces entreprises appartiennent à tous les citoyens, et l'État agit comme si elles lui appartenaient à lui.

Ces entreprises publiques ont pour objectif de proposer aux citoyens des services en respectant le principe d'égalité. Un consommateur de Paris n'a aucune raison de payer l'électricité moins chère qu'un autre qui vivrait dans la Creuse, sous prétexte que le réseau dans ce département est moins dense.

L'ouverture d'une entreprise au privé transforme inévitablement les buts de cette entreprise. La recherche de l'intérêt commun au profit de l'usager et de la collectivité est remplacée par la rémunération des capitaux en bourse. L'entreprise, dans laquelle des capitaux privés sont entrés, agit comme ses concurrents et ne s'en distingue plus ni par ses prix ni par sa qualité de service. Il se constitue un petit groupe d'opérateurs qui se font en réalité une concurrence plutôt fictive et qui présentent tous cette particularité de proposer des prix en hausse constante. Dans le cas d'EDF et de GDF, ce sera la fin de la péréquation géographique et de l'égalité d'accès au service et la fin de la solidarité sociale et territoriale. Les entreprises énergétiques, contraintes de rémunérer leurs capitaux privés, feraient inévitablement répercuter cette rémunération sur les tarifs des consommateurs.

L'une des caractéristiques du secteur public est qu'il est en mesure d'élaborer des projets à long terme, puisque le retour sur investissement n'est pas sa finalité première. Dès lors qu'il faut rémunérer les actionnaires,

la recherche de rentabilité des capitaux passera en premier. On usera jusqu'à la corde le matériel existant en repoussant à plus tard les investissements à long terme. Les promoteurs de la libéralisation tous azimuts se fondent depuis maintenant plus de vingt ans sur la prétendue inefficacité des entreprises publiques par rapport aux entreprises privées. La

privatisation serait le remède absolu aux tares inhérentes attribuées au secteur public.

Un certain nombre de pays se sont lancés dans cette voie libérale. On constate que la spoliation des citoyens-usagers n'a conduit à aucune amélioration de la qualité des services ni aucune diminution des tarifs, malgré des réductions drastiques d'effectifs.

En revanche, on constate de nombreux exemples de sous-investissement. L'investissement sert à garantir l'avenir. Dès lors que l'objet de l'entreprise est de rapporter aux actionnaires des gains immédiats, il est évident qu'on limitera les investissements au strict minimum.

Le président d'EDF, François Roussely, l'a déjà dit: « À partir du moment où l'on est sur le marché, c'est le marché qui fixe les prix. »

La mondialisation, contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, ce n'est pas le fait que les liens entre les gens, les entreprises, etc. deviennent mondiaux; c'est le fait que, à l'échelle de la planète, tout devient marchandise.

Les entreprises nationalisées, si elles ne représentent pas pour les anarchistes un modèle, restent d'une certaine manière des secteurs où le critère de rentabilité n'est pas le principal critère. Elles constituent donc, malgré tout, des secteurs que nous devons défendre, en attendant mieux. Le principe de service public est un principe que nous devons défendre, mais nous devons également proposer autre chose.

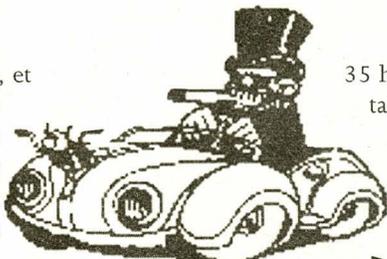
Cette autre chose, c'est que les usagers, les consommateurs, aient, au sein des conseils d'administration des entreprises publiques, une représentation effective, réelle et substantielle, et que cette représentation ait droit au chapitre.

Raoul Boullard

# L'absence de canicule

## jette un froid !

ON L'ATTENDAIT, on la craignait, et elle n'est pas venue. L'absence de canicule ces deux dernières années est évidemment une bonne nouvelle, notamment pour les personnes âgées. Reste que la journée de travail forcée, décidée après les chaleurs de 2003 continue de jeter un froid.



JE ROULE POUR MOI

La réduction des dépenses publiques, priorité des gouvernements depuis une vingtaine d'années, a fragilisé le système de santé français incapable de répondre aux conséquences de la canicule : 15 000 personnes âgées en sont mortes. À l'époque, le gouvernement resté en vacances, sans réagir, a cru bon de faire oublier sa responsabilité en culpabilisant les salariés et en leur ordonnant de travailler un jour de plus dans l'année, gratuitement.

L'ennui c'est que le pouvoir qui par ailleurs montre beaucoup de zèle à casser les mécanismes de solidarité existants, nous explique en même temps qu'il faut travailler plus pour gagner plus et impose un jour de travail gratuit : où est la cohérence dans tout cela ? En faisant retomber le plus clair de l'effort demandé sur les seuls salariés, les élus de l'UMP n'ont fait que prêter une oreille attentive aux cris d'orfraie que poussent régulièrement les dirigeants patronaux : ouvriers, employés, fonctionnaires et autres parasites ne travaillent pas assez et, pour beaucoup, trop cher. Bref, le responsable est toujours, par tous les temps, qu'il pleuve ou qu'il fasse beau, le salarié.

Tout le monde a bien pris conscience de l'allongement de la durée de la vie, et beaucoup d'entre nous sommes confrontés directement, concrètement, à cette question. Simplement, il y a d'autres moyens d'être solidaires ! Et nous n'avons pas de leçon à recevoir en la matière, ce n'est pas ici notre égoïsme qui est en cause.

### Période glaciaire

En 2005 déjà, le président de la Cour des comptes, Philippe Séguin, pointait l'inefficacité de la « journée de solidarité », alors pourquoi l'imposer si elle ne règle rien ? On l'aura compris : cette mesure a moins été dictée par la solidarité envers les personnes âgées et handicapées que par la volonté d'allonger hypocritement la durée du travail en grignotant les

35 heures. Les syndicats de tauliers, ces infâmes buveurs du sang des salariés, ont vite oublié que les 35 heures se sont traduites dans de nombreuses entreprises, par un accroissement

de la flexibilité (annualisation, etc.), une détérioration des conditions de travail (suppression des pauses, etc.) et des pertes de salaire.

Quant à la loi Fillon, elle aurait dû réjouir les patrons les plus taciturnes car, grâce à elle, les entreprises n'ont plus aucune obligation de passer aux 35 heures et, pour celles qui y sont déjà, elle ouvre la voie à un retour aux 39 heures en portant le quota d'heures supplémentaires à 180 heures. Seulement, voilà, jusqu'ici les employeurs ne s'y sont pas trop fait les crocs, peut-être que le gouvernement n'entend rien à la gestion des entreprises : pour qu'il y ait des heures supplémentaires, il faut que les commandes arrivent. Et ce n'est pas quelques heures de labeur en plus ou en moins qui nous rendront plus compétitifs, l'Europe a déjà perdu, cent fois perdu, face à des pays qui exploitent odieusement le travail.

En vérité, ce que veut le patronat, c'est supprimer la durée légale du travail et faire baisser son coût. En France le montant de la main-d'œuvre est déjà faible, plus bas de 25 % que celui des États-Unis et de 5 % à celui du Royaume-Uni et, vu qu'on ne gagne plus sa vie à travailler (29 % des SDF en France travaillent en moyenne 32 heures par semaine !), que pouvaient-ils trouver pour nous faire tourner ? Tiens, la solidarité, le collectif « Retroussons nos manches, camarades ! ».

### Les pingouins débarquent sur la banquise

La masse des salaires a considérablement diminué, mais apparemment, ça ne suffit pas ! Les entreprises qui ont la bonté de nous employer voudraient en plus précariser les conditions de travail. Et c'est là qu'interviennent Villepin et ses deux créatures, le CPE, mort-né et le CNE menacé d'agoniser dans d'interminables et atroces souffrances judiciaires, à vous écœurer d'être libéral. Résultat : des facs occupées, des lycées bloqués, des manifs à répétition, un Premier ministre en berne et certains chefs syndicaux qui se sentent même pousser des ailes : on allait voir ce qu'on allait voir !

On a vu, des syndicats mous du bide, loin d'avoir sorti le grand jeu et plus prompts à replier les banderoles. La suite, ce sera, la main tendue de Laurence Parisot, la dirigeante qui parle à l'oreille des syndicats, lès invitant à venir négocier au Medef. « Nous avons la chance d'avoir une génération de nouveaux syndicalistes comme Thibault, Chérèque ou Mailly, intelligents et conscients des enjeux de la mondialisation », dit un ancien haut responsable du patronat.

Que va-t-on négocier ?

Voilà trente ans que le paritarisme accompagne la faillite des droits sociaux. Laurence Parisot veut aborder cette « flexibilité » qui n'a pas bonne presse et, pour la circonstance, invente le néologisme de « séparabilité ». Bien sûr, quelques syndicalistes au poil dur l'ont mauvaise, des esprits mal tournés qui ne comprennent rien aux bienfaits du libéralisme et crient au scandale. Seulement serons-nous entendus ?

Thierry

groupe de Rouen



# La CRIIRAD fête ses vingt ans



1986. La France est en pleine propagande vantant les bienfaits du nucléaire, reléguant au rang de primates les quelques individus qui osent remettre en question les avantages de cette nouvelle énergie. Les industries énergétiques du pays sont en plein « boom » nucléaire. Un autre « boom » nous assourdi aussi cette année-là : Tchernobyl.

## Entretien entre La Rue rôle et Roland Desbordes

**V**ingt ans après, le nucléaire est plus que jamais implanté en France comme énergie de l'avenir et utilisé dans toujours plus de domaines, civils et militaires. Mais en vingt ans les doux rêveurs agnostiques du nucléaire ont aussi fait du chemin. Parmi eux, la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad). Cr e e à la suite de la catastrophe de Tchernobyl, cette association peut se prévaloir d'avoir depuis vingt ans éclairci beaucoup de sujets liés au nucléaire par des recherches indépendantes et révélé la diffusion d'informations fauss es, cachées, par nos dirigeants et les médias à la solde des lobbies pronucl aires. C'est entre autres grâce à la Criirad qu'on connait les réelles retombées de Tchernobyl sur le monde, de l'impact de l'utilisation du nucléaire au travers des centrales électriques, de la gestion des déchets nucléaires, de l'introduction d'éléments radioactifs dans les biens de consommation, et les maux de l'armement.

De par son activité, la Criirad s'oppose à l'enfouissement des déchets radioactifs, surveille les rejets radioactifs des installations nucléaires, combat les opérations de désinformation orchestrées par le lobby nucléaire et aide les chercheurs indépendants à surmonter la répression et la censure.

Des militantes et des militants de la liaison La Rue r le sont allés à la rencontre de Roland Desbordes, président de cette association, basée à Valence (Drôme).

**La Rue rôle:** La Criirad fête cette année ses vingt ans. Pouvez-vous nous résumer les grandes lignes de l'histoire de cette association ?

**Roland Desbordes:** Déjà, il faut dire que je suis surpris que la Criirad vive toujours après vingt ans. Au début, la Criirad avait comme but de dénoncer les mensonges autour de Tchernobyl, de créer un laboratoire qui démontre que le nuage était bien passé par la France, et de pointer du doigt les menteurs. Personnellement, je croyais que le travail serait fini rapidement. Vingt ans plus tard, on travaille toujours sur le même dossier et on n'arrive pas à en sortir. Depuis vingt ans, on s'est ouvert à d'autres sujets, à d'autres scandales, à des choses qu'on n'imaginait même pas au début, comme par exemple les mines, les déchets radioactifs, et le nucléaire médical. On nous a souvent dit que le projet était perdu d'avance, mais on a résisté et on a eu des victoires par lesquelles on a réussi à bloquer le « serpent de mer » que sont les déchets radioactifs. On a réussi à casser un projet de loi du Parti socialiste sur la banalisation des déchets radioactifs, en 1991. Plus récemment, le procès du professeur Pellerin est encore un témoin du travail que fait la Criirad.

**La Rue rôle:** La Criirad rassemble aujourd'hui quelque 4000 adhérents. Qui sont ces adhérents et où se trouvent-ils ? Comment en viennent-ils à adhérer à la Criirad ?

**Roland Desbordes:** Nos adhérents sont surtout en France, mais il y en a dans le monde

Pour plus d'informations, la CRIIRAD peut être contactée   :  
Immeuble Le Cime, 471, av. Victor-Hugo, 26000 Valence.  
Tél. : 0475418250  
contact@criirad.org  
www.criirad.org

entier. Certains sont des militants et militantes antinucléaires, d'autres sont simplement des personnes qui n'ont pas confiance et qui cherchent une « garantie » indépendante. On les rencontre dans des salons, des foires écologiques et des festivals.

Il y a vraiment très peu de personnes issues du « monde scientifique », des chercheurs, ou membres du CNRS. Au début, on était vraiment vus comme des rigolos par ces gens-là, mais aujourd'hui l'image change. On a écrit des bouquins, on a publié des dossiers, et maintenant très peu de chercheurs nous voient comme des rigolos.

**La Rue rôle:** Quels sont les domaines d'intervention et les axes de lutte de la Criirad ?

**Roland Desbordes:** Toutes les origines de la radioactivité nous intéressent, qu'elles soient d'origine naturelle, militaire, civile, médicale, chimique ou autre, on croit qu'il faut agir partout. Évidemment, on ne peut pas éliminer la radioactivité naturelle, mais on peut s'en protéger. En France, les sites nucléaires nous sont interdits, même si on est déjà entrés sur des sites ailleurs dans le monde, comme au Japon par exemple. À Cruz, en Ardèche, la Criirad voudrait tester l'eau dans la nappe qui se trouve en dessous de la centrale, mais la centrale nous refuse l'accès, bien que cette nappe n'appartienne pas à EDF!

**La Rue rôle:** Le thème de la radioactivité est très technique, est-ce que la Criirad se considère uniquement comme un outil d'information ou est-elle aussi une force de contestation antinucléaire ?

**Roland Desbordes:** Il n'y a aucun positionnement pour ou contre le nucléaire dans les statuts de la Criirad. On n'est pas adhérent au réseau Sortir du nucléaire, même si on travaille beaucoup avec lui. Au début, ceci nous a causé beaucoup de problèmes car certaines personnes nous disaient que si on n'était pas contre le nucléaire, alors on était pour. Mais de toute façon, ce sont nos dossiers qui montrent ce qui ne va pas dans le nucléaire. On est des militants contre les lois pourries. On ne fait pas que des constats et des rapports; on est aussi des acteurs qui se battent quand il le faut et, bien sûr, on a besoin de nos adhérents pour militer.

**La Rue rôle:** La Criirad effectue des recherches qui couvrent l'ensemble du globe, dans des domaines très variés, concrètement, de quels moyens techniques et matériels bénéficiez-vous ?

**Roland Desbordes:** On a du matériel de terrain déplaçable pour effectuer des prélèvements de plantes, de sol, etc. Ensuite, les échantillons sont ramenés au labo à Valence où on détermine les éléments et dangers présents. On ne peut vraiment pas se permettre de dire des conneries. Nos dossiers sont revus par

trois à cinq personnes pour assurer que l'information tienne la route. Nos détracteurs, même s'ils ne tirent pas les mêmes analyses des résultats, doivent avouer que les informations dans nos dossiers sont « vraies » et ne contiennent pas d'erreurs.

Nous avons quatorze salariés en tout, huit qui travaillent au laboratoire et six qui s'occupent de la gestion, de la comptabilité, etc. Les dossiers sont écrits par des salariés, mais ce sont en grande partie nos militants qui relaient les informations. Nous avons des bénévoles qui tiennent des stands dans des manifestations antinucléaires, dans des salons, etc.

Le fait d'avoir des salariés nous a obligés à entrer dans un système économique, et on rencontre parfois des « problèmes d'entreprise »; or nous ne sommes pas des entrepreneurs! Ceci, nos ennemis l'ont bien compris.

En France, le lobby nucléaire est prêt à tout pour décrédibiliser la Criirad, allant jusqu'à la création de faux laboratoires indépendants. Des laboratoires, prétendument indépendants, comme Algade ou Subatech, sont en fait des faux laboratoires tenus par le lobby nucléaire. Cemrad, à Limoges, est un laboratoire « indépendant » d'EDF!

Il y a d'autres associations qui se disent indépendantes, mais qui, comme Acro, ont dérapé et se sont tournées vers l'État. Ceci donne des groupes « indépendants », mais subventionnés par l'État. D'autres encore, comme le Crigen de Corinne Lepage, ancienne ministre de l'Environnement, ne sont que des coquilles vides.

**La Rue rôle:** Vous vous dites indépendant. En quoi consiste cette indépendance et comment est-elle maintenue ?

**Roland Desbordes:** On est autofinancés à 96 %, ce qui nous donne une indépendance énorme. De ces 96 %, environ 60 % viennent du laboratoire et 40 % des adhérents. Les 4 % restants sont des subventions en provenance de mairies, conseils généraux et collectivités locales.

Au niveau scientifique, on est indépendants de tous les lobbies, on a un discours différent, et des manières d'analyses différentes. Ce qui est incroyable c'est qu'on arrive vraiment à faire chier l'« institution », ce qui est d'autant plus remarquable qu'au CEA ils sont plus de vingt mille!

En 1997, lorsque Michèle Rivasi a voulu se présenter aux élections, on lui a dit: « Tu ne remets pas les pieds à la Criirad », et elle était d'accord. On reçoit parfois des courriels qui nous accusent de ne pas être indépendants; d'avoir des liens avec Rivasi, mais cela n'est absolument pas vrai! La palette des clients de la Criirad est large: des collectivités locales, des sociétés privées, des associations comme Greenpeace, et quelques particuliers. Nos clients sont parfois dérangés par les résultats, mais nos clients ne bénéficient d'aucune clause de confidentialité.

Toutes nos études doivent être disponibles au grand public. Nos clients reçoivent les résultats et on leur laisse un à deux mois avec l'information, ensuite elle doit être rendue totalement publique. La mairie de Limoges nous avait commandé un dossier sur la pollution de l'eau par les mines d'uranium et elle n'était pas contente des résultats, qu'elle ne voulait pas rendre publics. La mairie a donc fait examiner notre dossier par une société privée pour « résumer » le dossier... et enlever ce qui dérangeait! La Criirad lui a dit: « Vous devez rendre cette information publique, sinon on le fera nous-mêmes. »

**La Rue rôle:** Aujourd'hui, on entend de plus en plus parler de la Criirad dans les médias, est-ce le résultat de vingt ans de recherches ou bien simplement une réaction à l'actualité ?

**Roland Desbordes:** L'attitude des journalistes a changé en vingt ans. Au moment de l'anniversaire des vingt ans de Tchernobyl, beaucoup de journalistes commencent à prendre conscience. Les vingt ans de Tchernobyl auraient été fêtés dans tous les cas, mais à cause de la Criirad ils ont été fêtés différemment et la page n'a pas été tournée.

Pour la première fois, certains journalistes commencent à se demander vraiment ce qu'est la Criirad, et on reçoit de plus en plus d'appels à chaque fois qu'on sort un communiqué. Mais bon, les grands médias se courent toujours après et s'espionnent en permanence.

Nous, on a toujours travaillé comme on voulait. On s'est battus contre le classement « secret-défense » et on a fait une campagne gagnante avec Greenpeace et le réseau Sortir du nucléaire contre le premier arrêté d'octobre 2004 qui voulait classer tout sur le nucléaire comme secret-défense. Le gouvernement est emmerdé et essaye toujours de nous bloquer l'accès aux informations sous prétexte du secret-défense ou du secret commercial.

**La Rue rôle:** Finalement, quelles sont les pistes envisagées pour l'avenir ?

**Roland Desbordes:** Outre l'intention de continuer nos recherches habituelles, on a aujourd'hui le projet de créer un laboratoire à Minsk, en Biélorussie, pour lequel on attend une réponse. Ce projet sera porté par l'ex-prisonnier politique, le professeur Bandajevsky, qui ne peut pas travailler en Biélorussie pour des Biélorusses, mais qui pourrait travailler dans ce pays pour des internationaux.

Ce projet rencontre l'opposition partout, de l'AIEA et de l'ambassade de France; mais on y va quand même. Si on a une chance sur cent de gagner, on y va. On ne regarde pas du côté des ennuis et, de plus, on n'est pas dans une optique de rentabilité. On a peut-être beaucoup à perdre, mais on a encore plus à gagner. Si on peut montrer à quel point les organisations internationales mentent, alors on y va!

**R. R. & R. D.**

# Rafles et expulsions

## Près de chez vous aussi

**Cet été, des étrangers, le temps d'une semaine, prendront l'avion pour faire du tourisme dans un pays où ils ont toujours rêvé d'aller; d'autres étrangers, dans le même avion seront renvoyés dans un pays où ils ne souhaitent plus vivre.**



DÈS AUJOURD'HUI, on peut s'attendre à une intensification des condamnations visant à expulser des sans-papiers, notamment des familles avec enfants puisque ceux-ci auront fini leur année scolaire et, donc, pour l'État leur scolarité sur le sol français.

De plus, les préfets ont fait la demande aux chefs d'établissement de leur remettre une liste d'enfants sans papiers, et la police ne se gêne pas pour aller la chercher en main propre. Mais cela n'est pas nouveau, depuis des années, les gouvernements (de droite comme de gauche) s'acharnent à interdire l'accès du territoire français aux étrangers. Cette politique raciste est pratiquée dans tous les pays riches.

Ainsi, des milliers d'êtres humains ayant « commis » le délit de ne pas posséder de papiers français sont maintenus de force dans des centres de rétention, jusqu'à un mois, dans des espaces exiguës, subissant brimades et insultes de la part de leurs géoliers.

### **Tout être humain à droit à la dignité**

Un pays n'est pas la propriété d'un État, par conséquent on est libre de voyager où bon nous semble sans avoir à demander des autorisations à quiconque.

De plus, le monde est un vaste territoire où les frontières partagent les terres entre les maîtres du monde ; et pour le peuple cela n'est qu'un mur de plus pour empêcher toute fraternisation qui empêcherait les puissants de se faire la guerre entre eux.

Les dirigeants des pays riches préfèrent dire qu'ils ne peuvent pas accueillir tout le monde, au lieu de réfléchir à une répartition plus équitable des richesses. Au contraire, ils

ne se soucient jamais des pays qu'ils ont appauvris auparavant par le colonialisme et maintenant par l'impérialisme. Puisque, pour qu'il y ait des riches, il faut des pauvres. L'égalité, ils l'écrivent quand il faut faire plaisir, mais ils n'en veulent pas!

Enfin, il nous faut affirmer que les volontés étatiques ne sont pas notre volonté, et il nous appartient de nous défendre, d'autant plus que la situation actuelle est déjà préoccupante (contrôles en tout genre, vidéosurveillance, mise en place de fichiers, etc.).

### **Pour aller plus loin**

Il est évident, pour nous anarchistes, que la régularisation n'est qu'une solution à court terme, simplement pour permettre aux immigrés de pouvoir vivre normalement et d'avoir des droits. Mais cela ne change pas le fond du problème.

La vraie question est la légitimité des papiers eux-mêmes. Ainsi sommes-nous pour leur suppression pure et simple, puisqu'ils n'ont pour seul intérêt que le flicage de nos déplacements tant à l'échelle nationale qu'internationale.

### **De l'intérêt du racisme**

Les gouvernements ont instrumentalisé les sans-papiers, les rendant responsables de tous les maux pour y soustraire leurs propres responsabilités ainsi que celle de la nature même du capitalisme.

Les dirigeants jouent avec le racisme pour mieux diviser les exploités, pour justifier l'exploitation elle-même et ainsi avoir une main-d'œuvre docile prête à toutes les concessions pour garder un emploi qu'on leur promet incertain. De plus, le patronat profite des sans-

papiers, à cause de l'isolement où les place leur statut. On leur impose des boulots d'une extrême précarité. Les sans-papiers servent d'outil pour faire régner la discipline au sein de l'entreprise et également de main-d'œuvre pour ajuster une masse salariale à bas prix.

L'intérêt, pour eux, d'encourager un sentiment raciste (qui passe par la valorisation du sentiment d'appartenance à une nation), est qu'en maintenant un sentiment de peur de l'autre, ils peuvent justifier toutes les lois sécuritaires pour mieux contrôler l'ensemble des citoyens, pour être sûr que chacun est là où ils le veulent et quand ils le veulent, pour éviter toute forme de lutte visant à l'émancipation de tous les exploités.

### **Encore quelques mots**

Malgré tout cela, un nombre conséquent de personnes, mais qui doit encore grandir pour établir un rapport de force, ont décidé de résister à cette politique raciste. Non contents de leur échec contre la solidarité, les politiques ont donc inventé des lois pour criminaliser cette solidarité.

Mais il nous en faudra plus pour renier nos principes humanistes, et nous nous battons tant qu'il le faudra pour qu'il soit reconnu qu'aucun être humain n'est illégal.

Pour finir, nous appellons chacune et chacun à manifester leur opposition aux expulsions lors du rassemblement du 1<sup>er</sup> juillet, place de la Bastille à 15 heures.

Pour les autres régions, veuillez consulter l'agenda.

D'jo

groupe-claaaaash@federation-anarchiste.org

# Le théâtre des opprimées

« Le vélo d'Aïcha » : un acte pour échapper au mélo

« Le Vélo d'Aïcha » est une pièce de théâtre écrite et jouée par des femmes sans-papiers: Choukria, M'Badiala Sonate, Rahima, Seghira et Aïcha - avec la participation du chœur du groupe vocal des Voix Rebelles. La pièce a été jouée à la Maison des femmes de Paris en janvier, puis reprise dans un centre social et à la mairie du 20<sup>e</sup> arrondissement le 17 mai à l'occasion du passage des Caravanières venues du Sud (militantes venues d'Algérie, du Maroc, de Tunisie et de France, qui interviennent sur l'accès aux droits des femmes ici et là-bas).

---

**Ici, ma vie est devenue un vrai enfer. Je croyais que si tu étais mariée avec un Français, c'était direct... Tu es rejetée par ici, tu es rejetée par là... Je vis dans un foyer. On est mise dehors du matin au soir.**

---

**LE THÉÂTRE EST UN SPORT D'ÉQUIPE:** La pièce doit beaucoup à des rencontres, rencontre de ces femmes exilées entre elles (des Algériennes et une Malienne) à la Maison des femmes, grâce au Rajfire, puis avec le théâtre de la Balancelle et Monique Surel-Tupin, metteuse en scène militante, et enfin avec les Voix Rebelles.

Quand Monique Surel-Tupin les rejoint, elles ont déjà un projet: une pièce de théâtre qui parle de leur vie, pour partager leurs expériences. Très vite, le contact est établi, l'amitié se mêle au travail et la metteuse en scène assiste et conseille les auteures-actrices sans jamais imposer son point de vue. « Ce qui m'a frappé, c'est leur sincérité extraordinaire, et à quel point cette sincérité les portait », dit Monique. Elle est touchée par l'aveu de Seghira: « On n'est pas des professionnelles du théâtre, mais on est des professionnelles de la souffrance » et elle a très vite le sentiment que « c'est au fond une façon de dépasser cette souffrance que de la mettre en scène ».

Travail directement lié à leur vie quotidienne, l'écriture de la pièce s'est enrichie des émotions et difficultés survenues pendant l'écriture. Le boulot à l'extérieur, souvent difficile, les soucis constants de la vie de sans-papiers se fondent dans le produit théâtral pour aboutir à une œuvre authentique, émouvante, et politique.

Le 12 juin, j'ai rencontré à la Maison des femmes Choukria et M'Badiala Sonate (dite

Balou) qui ont bien voulu répondre à mes questions. Émues lorsqu'elles évoquent leur histoire (les larmes ne sont jamais loin), elles s'animent et retrouvent le sourire à l'évocation de la pièce.

**Rejetées là-bas, rejetées ici...**

**Choukria:** Je suis maman de trois enfants scolarisés, ici, depuis septembre 2002. En Algérie, j'étais fonctionnaire, je travaillais dans la réglementation générale. Et puis on m'a causé un problème. En 2001, j'ai divorcé. Alors j'ai fui mon pays parce que j'avais peur pour ma peau et pour mes enfants. Je suis partie, comme une chatte qui prend ses petits avec elle. Ça va bientôt faire quatre ans que je suis en France.

Dès que je suis arrivée, j'ai fait des demandes, des démarches auprès des tribunaux, pas mal de courriers, j'ai écrit partout... J'ai des enfants qui sont bien éduqués. Je ne veux pas qu'on détruise la vie de mes gosses; ce sont des jeunes, des innocents, ils luttent pour leur avenir, pour avoir une vie normale, la paix. Ils ne sont pas tranquilles en me voyant. Quand on sait que des parents sont menottés devant leurs enfants... Et après, les enfants, comment ils deviennent? C'est « eux » qui poussent les enfants à être... et oui, des terroristes. Mon fils qui a vingt ans, quand il voit tout cela, il me dit: je n'admettra jamais qu'un policier ou un agent d'ordre te mette des menottes devant moi, je suis capable de n'importe quoi...

Tous ce qu'« ils » savent faire, c'est nous fermer la bouche et nous faire repartir dans nos pays de misère. Ils savent bien que nos pays sont des pays de misère.

J'ai 53 ans, je ne suis pas jeune. Je cherche la tranquillité, c'est tout. Et je ne peux pas abandonner mes enfants, ils n'ont rien, ils n'ont personne. Là-bas, on n'a que le cimetière. « Ils » n'ont qu'à aller me creuser une tombe, et m'enterrer là-bas avec les enfants.





**Balou:** Je m'appelle M'Badiala Sonate. Mon problème, vous ne pouvez pas le croire. Dans mon pays, mon mari était français. Son père était français (Antillais) : il est parti au Mali où il était commandant, à Tombouctou. Puis il est venu à Ségou, et c'est là qu'il a appelé sa femme, une Algérienne. Mon mari est né là-bas, à Ségou. Après, ils sont venus en France. Mon mari est reparti au Mali, a fait ses études, a travaillé là-bas au tribunal comme avocat. On s'est rencontrés. Il était métis, et mes parents ne voulaient pas que je me marie avec un étranger. J'ai dit que j'aimais le bonhomme, mes parents m'ont dit : il est étranger, tu vas avoir des problèmes avec lui. Sauf mon père, qui était d'accord. Alors je me suis mariée avec mon gars, à l'ambassade de France, au Mali. Ma famille m'a rejetée à cause de ça.

Mais mon mari est tombé malade, il avait une leucémie, il est venu en France pour se faire soigner mais il est décédé. Mes enfants étaient à l'école au Mali. Le consul en prenait soin. Je n'ai jamais eu de problème au Mali, j'ai tous mes dossiers là-bas.

Je suis venue en France à cause de mes enfants. Mon père était vieux et malade, je ne voulais pas le laisser seul, mais mon fils a été appelé au service militaire, en France. C'est lui qui est venu le premier, et je l'ai suivi. Il a eu un accident en Yougoslavie, pendant six mois je n'ai pas eu de nouvelles. Il a été blessé au dos, on l'a opéré deux fois et il a encore mal aujourd'hui. Alors moi, je suis arrivée en France, je n'ai pas payé un sou de visa. Je suis partie avec seulement mon livret de famille.

Maintenant, mon père est décédé au pays, je n'ai plus personne. Je veux rester auprès de mes enfants. Mon fils aîné a quitté l'armée, après six ans, et aujourd'hui il est pompier. Le deuxième a passé un concours de la mairie, il attend. En arrivant ici, j'ai demandé une carte de séjour. J'avais déjà demandé la nationalité française avant de venir, mais on m'avait dit qu'il fallait être sur place ! Aujourd'hui on me refuse le séjour, on me demande de quitter le territoire. Moi, quitter le territoire ! Mais pourquoi je partirais ? Qu'ils changent mon livret de famille et la nationalité de mes deux enfants, alors je pars !

Ici, ma vie est devenue un vrai enfer. Je croyais que si tu étais mariée avec un Français, c'était direct... Tu es rejetée par ici, tu es rejetée par là... Je vis dans un foyer. On est mise dehors du matin au soir.

### **Sans papiers, sans droits, sans espoir...**

**Choukria:** Ils sont en train de détruire mes enfants : ils sont au lycée, ils ont des copains. Chaque soir, je leur dis ce qui est arrivé et ce qui arrive à l'heure actuelle au pays. Ils me répondent : on n'a pas le choix, on ne peut pas retourner en Algérie. Si on part de France, on n'a nulle part où aller. On ne va pas choisir un autre pays ! On parle français, on a été à l'école

française...

**Balou:** On a tout le temps des convocations. C'est une tension permanente. Tu restes, tu espères que tu vas avoir des papiers, et puis on te donne un coup de pied. Et il faut ramasser tous les papiers du monde... Cette fois-ci, ils vont me demander d'apporter l'acte de naissance de George Bush ! Quitter le territoire ? Où je vais aller ?

**Choukria:** Bien sûr, je travaille pour nourrir mes enfants, je ne vous le cache pas. C'est pas le travail qui manque en France, surtout pour les femmes. Je m'occupe d'une personne âgée de 97 ans. Mais je n'ai aucun droit, je suis sous-payée. J'ai vécu dans neuf mètres carrés, avec mes trois enfants.

Pourtant je sais lire et écrire. J'ai des capacités. Je suis une femme motivée. Je suis encore en forme pour travailler. Je ne suis pas venue en France pour tendre la main ou pour faire n'importe quoi. Je veux donner une bonne éducation à mes enfants. Parce que demain, si je meurs, ils n'ont plus personne.

**Balou:** Moi aussi je veux travailler. Je suis chauffeur et je sais faire la cuisine, j'ai un diplôme. Je suis artiste aussi, j'ai fait du théâtre dans mon pays. Mais moi je ne veux pas travailler au noir.

**Choukria:** Aujourd'hui, je n'ai pas le cœur à manger, à rire ou à aller me promener. Je ne cherche qu'un petit trou où cacher mes enfants.

### **Des lois absurdes :**

#### **qui mérite d'être « français » ?**

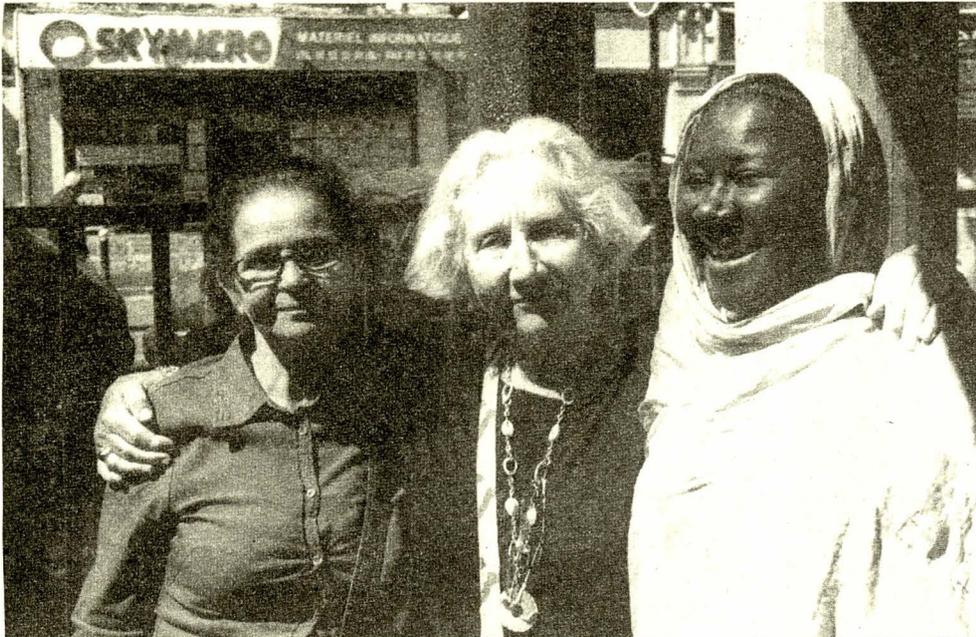
**Choukria:** Je m'inquiète pour moi, je m'inquiète pour mes enfants [arrivés en France mineurs inscrits sur son passeport algérien, ils n'ont ni papiers algériens ni papiers français.] Pourtant, ils sont de grands-parents français. Et moi aussi je suis née sous les drapeaux français, avant 1962, en pleine guerre. On me demande si j'ai des attaches en France ! Mes sœurs, mes demi-frères : ils sont en France. J'ai un oncle qui a 84 ans : il habite là. J'ai trois tantes enterrées ici. Mes parents, ils étaient français... Quand même, « ils » n'ont pas l'idée de me chasser, non ?

**Balou:** J'ai une photo avec mon père : il avait

---

**Je faisais du théâtre avant, je connais les vieilles histoires, je sais danser... Maintenant, on voit que les gens nous aident, nous poussent à continuer avec ce théâtre. Nous, on veut que ça continue...**

---



pris son commandant sur son dos, ils allaient de voyage en voyage, il n'y avait pas de voitures! Nous, on était français, notre langue, c'est le français. On a été frappés et torturés par le maître: tu apprends ou tu ne manges pas! On a fait tout pour la France. Je suis née le 1<sup>er</sup> janvier 1960; les Français sont partis le 22 septembre 1960... ça, je ne peux pas accepter. Le père de ma mère, il a fait 14-18 ici, il a eu son pied cassé. Moi, je veux mourir ici.

Pour moi, je ne suis pas sans papiers. Avec mon livret de famille, je passe partout. Au Mali, ils me demandaient mon livret de famille, on me disait: madame, on ne peut rien faire pour vous, il faut aller à l'ambassade de France. C'est pas un livret de famille malien, c'est un français. Là-bas, ils vont te donner quelque chose.

Je n'arrive pas à comprendre. Quand j'étais au Mali, je voyais les Français: quand il y avait un tremblement de terre, ils couraient avec des médicaments, de l'eau... pour aider. Avant de venir ici, je pensais: les Français, ils sont très très bien! En arrivant, je me suis dit: je me suis trompée. Comme un rat d'église, il croit qu'il y a beaucoup à manger dans l'église, il rentre et il voit qu'il n'y a pas un sou!

### La Maison des femmes: un refuge et un lieu de solidarité

**Balou:** Maintenant, tous les sans-papiers, on peut les ramasser n'importe où, même dans les foyers [voire la circulaire Sarkozy du 21 février 2006]. Je suis fâchée contre mon fils, il aime tellement Sarkozy!

**Choukria:** Moi je pense qu'il va y avoir une guerre civile, ça ne peut plus durer.

**Balou:** Le jour où je suis arrivée ici, j'ai voulu me jeter sous le métro. Il y a une dame qui m'a dit: toi, tu es en train de pleurer, viens, on va aller à la Maison des femmes. Depuis que je viens ici, c'est bien. Tu parles: on t'écoute, on

t'aide, on te donne tout. Je suis soulagée. Je suis là tout le temps. La Maison des femmes, elle sauve des centaines et des centaines de vie, ici.

**Choukria:** Oui, ici, on est à l'abri. Les militantes du Rajfire nous soutiennent; quand on a des convocations, elles se déplacent, elles viennent avec nous, elles insistent pour connaître de quoi il s'agit.

**Balou:** On s'est rencontrées ici à la Maison des femmes.

### Le théâtre pour oublier, pour partager

**Balou:** On a beaucoup parlé de notre vie privée dans la pièce. On fait du théâtre pour faire rire les gens, et puis on parle de nos difficultés, de nos vies privées. Tout ce que je dis dans la pièce est vrai. Il y a plein de choses dans la pièce que personne ne connaît. Des choses dont je parle ici, et que je n'avais pas dites avant.

**Choukria:** C'est vraiment de l'histoire: ce qu'on a vécu là-bas, ce qui nous a amenées ici, ce qu'on vit ici. Le souci, l'ennui. Il y a des choses qu'on ne peut pas dire dans la vie quotidienne, mais on les a mises dans la pièce...

**Balou:** C'était un projet, c'est devenu une passion. Je faisais du théâtre avant, je connais les vieilles histoires, je sais danser... Maintenant, on voit que les gens nous aident, nous poussent à continuer avec ce théâtre. Nous, on veut que ça continue...

**Choukria:** Et si on joue, c'est pour oublier nos soucis, aussi. Avec le théâtre j'oublie, parce que si je ne fais rien, c'est les larmes. Quand je suis arrivée, je pesais 66 kg, j'en suis à 52. Je ne dors plus. Tellement de mauvais sang.

**Balou:** Oui, car il y avait de la joie entre nous

quand on jouait. Il y a beaucoup de gens qui ne sont pas des sans-papiers mais ils veulent nous aider, ils sont avec nous.

**Choukria:** Le public était avec nous, là; intéressé. On n'était plus seules. Si tu souffres et que tu vois les gens avec toi, c'est quelque chose de très très important. Surtout quand ils applaudissent, on sent quelque chose.

**Balou:** Ça nous fait oublier un peu nos problèmes. On joue, on se rencontre, on se parle. On chante aussi...

Pas facile pourtant de s'improviser actrices lorsqu'on vit dans la précarité. Il faut s'accorder sur les horaires (certaines travaillaient en semaine, d'autres seulement le week-end), parler aux patrons pour pouvoir se libérer lors des répétitions... Choukria faisait venir sa fille à sa place au travail quand elle devait répéter. Lors de la représentation, c'est la fille de sa patronne qui est venue; elle a pleuré pendant la pièce.

Depuis, l'une a trouvé du travail et ne peut plus continuer. D'autres, plus heureuses, ont eu des papiers et leur présence est devenue plus rare. Une cinéaste de l'association « Mêmes et différent(e) s », très intéressée par leur travail, veut en faire un film. Mais que de difficultés à surmonter pour la réalisation...

Alors ne reste qu'à attendre: des papiers, peut-être. Restera aussi, pour ces femmes et pour le public, une expérience incomparable, un court instant de partage mais un grand moment de lutte, qu'on n'est pas prêt d'oublier... Le vélo d'Aïcha n'a pas fini sa course.

Propos recueillis par Caroline  
de la Commission femmes  
de la Fédération anarchiste,  
avec la participation  
de Monique Surel-Tupin

#### Maison des femmes de Paris

Accueil: tous les jours de 9 heures à 19 heures. Un espace d'initiatives et de solidarités féministes. Lieu ouvert exclusivement à toutes les femmes, 163, rue de Charenton, 75012 Paris.

Tél.: 01 43 43 41 13

<http://maisondesfemmes.free.fr>

#### RAJFIRE

(Réseau pour l'autonomie des femmes immigrées et réfugiées)

[rajfire@wanadoo.fr](mailto:rajfire@wanadoo.fr)

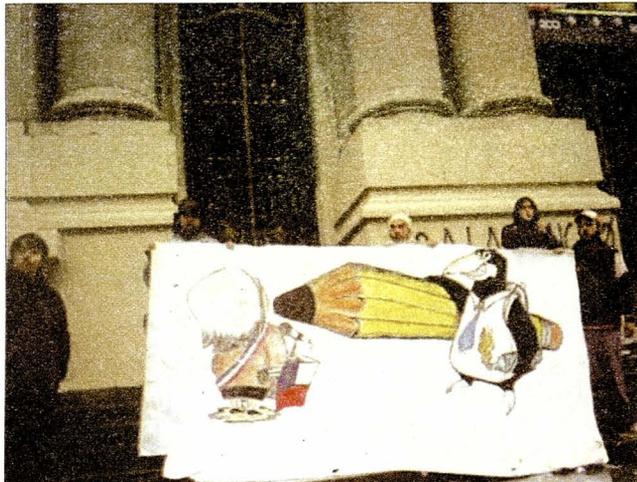
Tél. 01 44 75 51 27

C/O Maison des femmes

Permanence d'information et de solidarité pour les femmes étrangères confrontées aux lois françaises, le mardi de 16h30 à 19h30.

# Chili

## Les lycéens en mouvement



Pelao Carvallo

**À PRÉSENT** entrés dans leur troisième semaine de lutte, menacés de la défection prochaine d'une partie du mouvement étudiant pour cause d'accumulation de fatigue, le début du Mondial de football, les pluies et le froid d'un hiver qui arrive enfin, les étudiants du secondaire peuvent être satisfaits des succès obtenus dans leur lutte juste et longue.

On peut dire que dès le début ce mouvement a été menacé d'un rapide déclin. Il y eut quelques marches et manifestations au cours des deux premières semaines de mai avec des objectifs très clairs: que le gouvernement tienne les promesses engagées l'an passé par le ministère de l'Éducation. Rien de plus. Simplement rien de plus.

Mais personne ne les écoute, personne ne leur accorda d'attention. Le gouvernement de Michelle Bachelet, récemment élue, ignore ou voulut ignorer les accords pris par son prédécesseur, membre de la même alliance gouvernementale. Une tactique déjà connue des étudiants: écraser avec le coude ce qui a été signé de la main. L'idée du gouvernement était simple: recommencer tout à nouveau et laisser le problème mort-né. Mais les étudiants du secondaire, les années précédentes, avaient appris à se jouer des propositions et engagements du gouvernement, à ne pas en rester à de simples paroles mais à maintenir à l'horizon documents formels et agendas. D'un autre côté, ils ont appris à se défier des directions et à rester vigilants à leur égard. Ainsi à côté des Centres d'élèves (formels, officiels, élus selon les procédures de la démocratie représentative), ont surgi dans chaque lycée des collectifs et assemblées d'étudiants qui se mobilisent autour d'exigences « corporatives » et sociales. La participation de la « base » (les étudiants) est de cette façon assurée, en principe: la coordination se réalise à travers des porte-

parole qui répondent à la base et qui sont des postes rotatifs, avec des mandats impératifs. Toute négociation est finalement décidée par les assemblées de chaque lycée.

Depuis chaque lycée sont désignés des porte-paroles qui se réunissent en assemblées de zone (à Santiago du Chili, il y en a cinq: centre, nord, sud, est et ouest) et régionales. De ces assemblées de zone sortent des porte-parole, qui coordonnent le mouvement au niveau national.

Nous devons rappeler ici que si le mouvement est né à Santiago, les lycéens de la capitale – intelligemment – commencèrent à poser de façon centrale quatre thèmes de dimension nationale: une carte scolaire nationale, unique, gratuite, pour les transports en commun (actuellement les cartes sont différentes pour chaque ville, ont des restrictions horaires d'usage, leur renouvellement est payant chaque année (environ 2 dollars américains), et en plus il faut payer chaque voyage un tiers de la valeur du ticket adulte — environ 0,20 dollar américains) et la gratuité des voyages, la gratuité de l'examen d'accès à l'université (PSU: preuve de sélection universitaire), la révision de la journée scolaire complète (qui signifie l'extension de l'horaire scolaire autour de 9 heures minimum chaque jour avec un maximum de 12 heures), et, avant tout, le retrait de l'actuelle loi « LOCE », promulguée le jour avant la fin de la dictature de Pinochet: le 10 mars 1990.

Ces demandes ont été renforcées sur au moins deux points au niveau national: fin de la municipalisation de l'enseignement public et fin de l'exploitation des élèves en stage pratique technique, commercial et industriel et sur de nombreux autres sujets de dimension régionale et locale, il y eut élargissement et approfondissement à travers tout le pays.

Pelao Carvallo de Ni Casco Ni Uniforme,  
pour le MOC du Chili, Santiago le 8 juin 2006.  
Traduction: Daniel.

Depuis Arica dans l'extrême nord jusqu'à Punto Williams dans la province antarctique (cap Horn).

La lutte ne s'est pas atténuée car, grâce à l'occupation des lycées (occupation de l'établissement par les assemblées d'étudiants), elle alla en enthousiasmant non seulement les étudiants eux-mêmes mais tout le pays qui, année après année, subit l'expérience d'une éducation néolibérale.

La loi LOCE vint finalement établir au Chili le néolibéralisme dans l'éducation, ce processus initié dans les années quatre-vingt par la dictature au moyen de la municipalisation de l'éducation publique (transfert de l'administration des lycées et collèges du ministère de l'Éducation aux municipalités) et par la destruction des universités d'État et l'ouverture d'universités privées non traditionnelles (qui n'appartiennent ni à l'église ni à la franc-maçonnerie).

Cette LOCE mettait en avant comme valeur principale la liberté de l'éducation au-dessus du droit à l'enseignement. Ainsi, les patrons des collèges (« les soutiens ») se divisent en deux grands groupes : publics (municipalités) et privés (particuliers). Parmi ces derniers, il y en a de deux types : ceux qui reçoivent des subventions d'État et ceux qui n'en ont pas. Ainsi, même si en principe n'importe quel parent peut placer son enfant où il veut, seuls entrent dans les collèges privés non subventionnés ceux qui ont de l'argent (et d'autres qualités) pour cela. Dans les collèges particuliers subventionnés peut aller qui veut (son coût est moindre) dans la mesure où l'établissement l'accepte – la liberté d'éducation, selon la loi LOCE, réside dans le fait de la liberté du « soutien » de décider quels élèves il veut avoir dans son établissement. Ainsi les élèves qui sont rejetés de la structure privée arrivent finalement à l'éducation municipale. Et, ce qui est pire, c'est que des hiérarchies s'implantent dans le système municipal entre ces municipalités qui veulent maintenir la « qualité »

– éliminant ceux qui font baisser le niveau moyen – et toutes les autres.

Ce système néolibéral a institué une série d'incidences de large ampleur : la constitution de véritables holdings de l'enseignement qui contrôlent verticalement la filière (jusqu'à l'enseignement supérieur) et une chute retentissante des niveaux de qualité, selon les études réalisées à des stades nationaux et internationaux.

Ceci, ainsi que la perte de revenus des enseignants, en fait de tous les travailleurs de l'éducation, a fait qu'aujourd'hui plus que jamais l'effort pour l'éducation est vécu comme un problème à affronter dans chaque famille ; celle-ci doit assumer le coût financier de l'éducation de ses enfants, ou accepter le coût – plus lointain – d'une éducation au rabais dans des collèges pauvres du Chili.

Face à cela, la rébellion des lycéens (à qui les rares opportunités dans le monde compétitif de l'enseignement supérieur, professionnel et technique apparaissent de manière dramatique au fur et à mesure qu'ils approchent de la fin du cycle intermédiaire) vint catalyser toute l'indignation sociale qu'a ressentie le pays face à cette injustice de la décennie.

Ils ont rencontré de l'appui et des alliés, les rebelles de l'enseignement secondaire, surtout quand ils ont intelligemment décidé de ne plus sortir dans la rue alors que leurs manifestations et protestations étaient traitées de « violence » et de « vandalisme » par la presse. Ils restèrent à l'intérieur des lycées en supportant la faim, le froid et la maladie, désespérant le gouvernement, qui finalement dû céder.

Une grande partie des revendications a été acceptée, pas exactement comme ils le voulaient mais c'est bien mieux que la situation précédente : la carte de transport scolaire sera gratuite (bien qu'ils devront continuer à payer le voyage) et son usage s'étendra à tous les autres jours, à toutes les heures, presque toute l'année. La PSU (examen d'entrée à l'université) sera gratuite pour les 4/5<sup>e</sup> les plus

pauvres de la population. La journée scolaire complète sera révisée, pareil pour la municipalisation, et il a été promis un revenu minimum pour ceux qui font leur stage pratique d'enseignement technico-industriel. La LOCE est franchement revue et la présidente de la République a convoqué un large conseil de révision pour la réforme de l'éducation. Large, bien que de profil académico-corporatiste qui a une forte composante

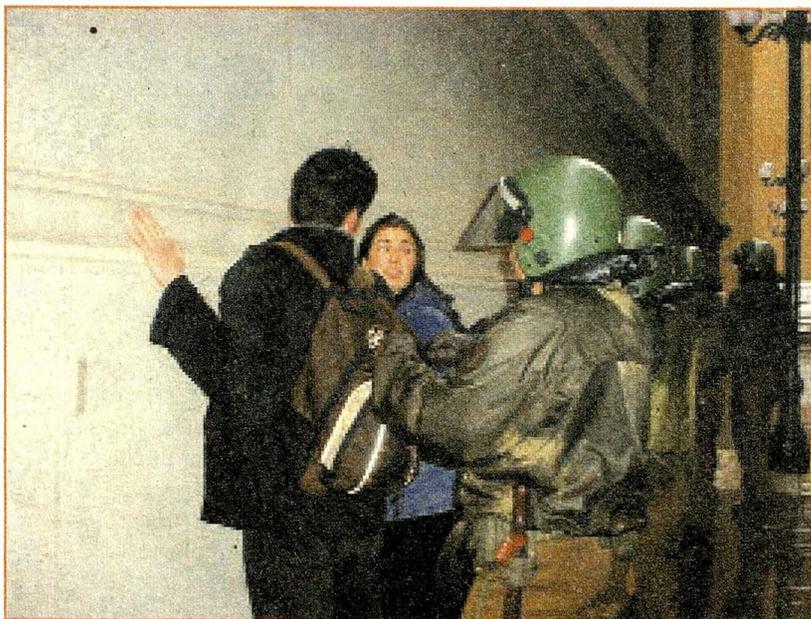
politique et dans lequel figure une bonne part de la gauche extra-parlementaire (qui rêve de devenir parlementaire).

Les étudiants du secondaire furent invités (comme les étudiants des universités) à faire partie de ce conseil et c'est la discussion qu'ils mènent aujourd'hui. Leur mouvement a amené des dividendes politiques à la gauche extra-parlementaire (ils ont été appelés à refaire les politiques publiques, et sont reconnus comme interlocuteurs politiques) et au gouvernement (bon, l'alliance gouvernementale a toujours voulu en finir avec la LOCE mais n'a jamais eu la volonté politique pour cela ; en plus, ils ont découvert l'éducation comme étant un bon commerce : la majeure partie des partis politiques ont leur maison universitaire, voire plusieurs).

Mais l'enseignement qu'ils ont le plus apporté est que la mobilisation sociale donne ses fruits, que les processus des assemblées donnent plus de consistance, de cohérence et de participation aux luttes sociales et qu'il ne suffit pas de se satisfaire de triomphes partiels ou de compromis à court terme, qu'il faut suivre les évolutions et que, de toute façon, il faut les administrer pour qu'ils ne déclinent pas.

Nous n'oublions pas que les lycéens eurent une grande importance dans la déroute de la dictature, que la valeur de leur lutte fut méconnue à l'arrivée de la démocratie. Que les processus assembléistes viennent des mains des anarchistes qui, à la fin des années quatre-vingt-dix, mirent un terme à l'historique Fédération des étudiants lycéens de Santiago (Feses) absolument contrôlée à cette époque par les jeunesses politiques. Que le « mouvement » de 2001 valida socialement parmi les étudiants du secondaire la façon assembléeire de s'organiser (c'est de là que surgit publiquement l'Assemblée coordinatrice des étudiants du secondaire, Aces).

N'oublions pas non plus la tentative des partis politiques de tout type de coopter les étudiants en lutte et comment ils ont su faire face à cela ; il ne faut pas oublier que les « travailleurs » ne participèrent pas, à leur demande, à une grève générale (les syndicats de tout type brillèrent par leur absence). Nous n'oublions pas les essais des néonazis de terroriser et d'expulser les occupations, démontrant en plein jour la capacité et la présence qu'ils ont, ce que le gouvernement ne veut pas reconnaître comme un problème social. Nous n'oublions pas les milliers d'étudiants détenus, criminalisés, malmenés par la police, blessés, malades, qui en supportant la faim et le froid ont soutenu le plus important et le plus juste mouvement social au Chili depuis l'occupation de la mine de charbon de Lota, au milieu des années quatre-vingt-dix, et qui eut la triste issue de voir travailler en commun le PC et le gouvernement pour mettre fin à un mouvement social, avec comme prix à payer de laisser une ville sans source de travail. P. C.



# Fatwa d'un évangéliste

## contre le président Ugo Chavez

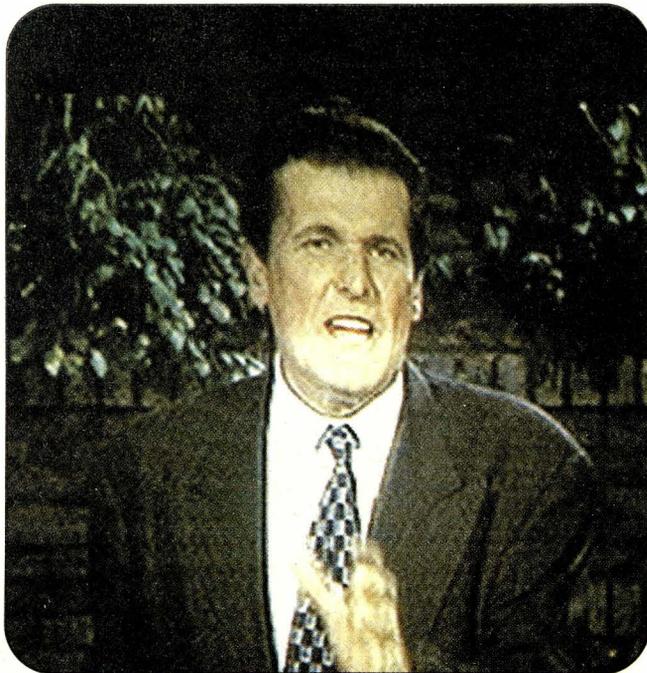
**PAT ROBERTSON** est un évangéliste américain très connu. Il est le fondateur de la Coalition chrétienne, qui a apporté son soutien actif à la campagne électorale de George Bush. En août 2005, ce personnage qui anime une émission religieuse aux États-Unis a ouvertement appelé à l'assassinat du président vénézuélien, Ugo Chavez, qu'il accuse de vouloir transformer son pays en « base de lancement pour l'infiltration communiste et l'extrémisme musulman » (sic).

« Nous avons la capacité de le faire sortir, et je crois que le temps est venu pour nous de mettre cette capacité en pratique », déclara l'évangéliste américain lors d'une de ses émissions. « Vous savez, nous n'avons pas besoin d'une guerre à 200 milliards de dollars pour nous débarrasser d'un dictateur. C'est bien plus facile de faire faire le travail par une opération clandestine et d'en finir. »

De Caracas, le vice-président José Vicente Rangel répliqua : « C'est une énorme hypocrisie que de promouvoir une politique antiterroriste et en même temps de faire des déclarations terroristes telles que celles qui ont été faites par le prêcheur Pat Robertson, venant du même pays. La balle est dans le camp des États-Unis maintenant, après cette déclaration criminelle faite par un citoyen de ce pays. »

Un porte-parole du Département d'État définit les propos de Pat Robertson comme « inappropriés », soulignant qu'ils émanaient d'un citoyen privé et ne représentaient pas la position du gouvernement. À quoi l'ambassadeur du Venezuela aux États-Unis répliqua que Pat Robertson n'était pas « un citoyen privé ordinaire », exigeant que la Maison Blanche condamne vigoureusement les propos du télé-évangéliste – ce qu'elle n'a pas fait.

Plus tard, Robertson nia avoir voulu faire assassiner le président Chavez. « Je n'ai pas dit "assassinat", dit-il, j'ai dit que nos forces spéciales pourraient "le faire sortir". Et "faire sortir" peut vouloir dire beaucoup de choses, incluant le kidnapping. Il y a beaucoup de façons de retirer un dictateur du pouvoir, autrement que de le tuer. J'ai été mal compris par Associated Press, mais ça arrive tout le temps. »



En fait, Pat Robertson ne fait que dire tout haut ce que son jumeau idéologique de la Maison Blanche pense tout bas. L'éditorialiste évangélique résume de manière très claire la politique étrangère de son copain président.

Pat Robertson en rajoute une couche en disant qu'il ne savait rien de cette doctrine de l'assassinat, mais que si Chavez « pense réellement que nous allons essayer de l'assassiner, je pense que nous ferions bien d'y aller et de le faire ». Logique.

Le président vénézuélien, élu en 1998, est soutenu par une très grande majorité des pauvres du pays. Chavez accuse les États-Unis de susciter des troubles dans le pays et d'être à l'origine d'une tentative de coup d'État en 2002. L'administration Bush nia être impliquée dans ce coup d'État, mais refusa de le condamner. Chavez fut réélu en 2000, avec une nouvelle Constitution. En 2004, il gagna un référendum avec 58 % des suffrages – une élection placée d'ailleurs sous contrôle international. Il est un ferme critique des États-Unis qui ne lui pardonnent pas, entre autres choses, de vendre du pétrole à prix préférentiels à Cuba. Le président vénézuélien proposa de vendre le pétrole directement « aux gens qui en ont le plus besoin aux États-Unis », contournant les grandes compagnies

pétrolières et proposant des prix plus bas. Il faut savoir que le Venezuela est le cinquième exportateur mondial de pétrole et un important fournisseur des États-Unis, qui absorbent presque 59 % des exportations vénézuéliennes.

On ne s'étonnera donc pas que le pays soit catalogué par Condoleezza Rice comme une « force négative » dans la région. La question est de définir pour qui elle est négative.

Pat Robertson, en appelant au meurtre de Chavez, ne fait que mettre les points sur les « i » d'une politique qui est déjà en place. Il ne fait pas de doute que le gouvernement Bush est derrière la tentative de coup d'État de 2002. Ce qui explique pourquoi Robertson ne reçut pour ses propos qu'une petite tape sur la main. Donald

Rumsfeld déclara que Pat Robertson « est un citoyen privé. Les citoyens privés disent toutes sortes de choses tout le temps ». Évidemment, si Robertson avait été un musulman, il se serait retrouvé illico à Guantanamo Bay, se traînant les fers aux pieds.

Ce sont les orientations économiques de Chavez qui chagrinent surtout Robertson, et son chagrin révèle parfaitement quelle est la fonction de l'évangélisme : « Chavez, dit notre intégriste protestant, a détruit l'économie vénézuélienne. » Nous y voilà. On est au cœur du problème.

En effet, Chavez a lancé quelques réformes modérées qui ont un peu redistribué l'énorme rente pétrolière du Venezuela : il a mis en place un système de santé gratuit, instauré l'éducation gratuite, des programmes de formation professionnelle, d'assistance. Tout cela, c'est évidemment du communisme pour les oligarques de l'entourage de Bush et pour les protestants pour qui le bien-être, voire la richesse, ne saurait être que la récompense pour avoir été choisi par Dieu.

Éric Vilain

Le lecteur est fermement invité à lire (ou à relire) le livre de Max Weber sur l'éthique protestante et le capitalisme.

# Première édition en français

## de *l'Enquête sur la justice politique*

### de William Godwin

« EN MATIÈRE DE RÉVOLTE, nul ne devrait avoir besoin d'ancêtres. » Cette phrase d'André Breton est magnifique. Un peu sottise, aussi. Les ancêtres ont ceci d'utile qu'on peut se servir de leurs bonnes idées, tout comme on peut éviter de répéter leurs erreurs.

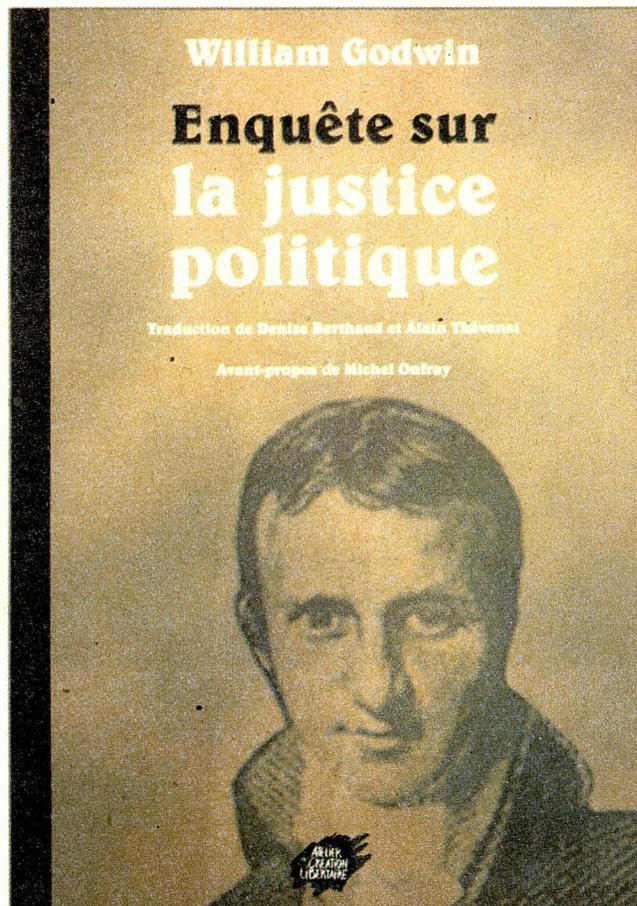
En matière d'anarchisme, le grand ancêtre s'appelle William Godwin, auteur d'une *Enquête sur la justice politique*, pour la première fois intégralement traduite en français par Alain Thévenet, avec la collaboration de Denise Berthaud, et publiée par l'Atelier de création libertaire (600 pages, 25 euros).

Diogène a certes démontré que les riches sont ennemis de la liberté que nous pouvons reconquérir dès que nous voyons qu'un puissant n'est qu'un être humain. La Boétie a certes démontré que les tyrans ne se maintiennent que parce que nous ne savons pas nous unir.

D'Holbach a certes démontré (dans *le Christianisme dévoilé* qu'il n'a pas osé signer) que Dieu est un rêve et le christianisme un cauchemar. Kant a certes démontré que le savoir métaphysique est impossible et qu'une morale fondée exclusivement sur des principes humains et rationnels est possible. Mais c'est Godwin qui, pour l'anarchisme, a mis en route l'effet Concile.

Pardon ?

Les livres à inclure dans la Bible chrétienne n'ont été sélectionnés qu'à un concile, plusieurs centaines d'années après la vie, présumée, de Jésus. Pascal Boyer, dans *Et l'homme créa les dieux*, rappelle qu'à peu près toutes les religions ont commencé sous forme de bribes, de fragments, de petits bouts. Qui n'ont été coagulés que bien plus tard, par un clergé. C'est-à-dire par un groupe de spécialistes déterminés à s'approprier l'exclusivité de la fourniture de services religieux. Pour préser-



ver cette exclusivité, ce groupe délimite une doctrine uniforme, normative. Comparaison désobligeante pour Godwin, oui. Mais parlante. C'est Godwin qui, le premier, voit ce que le souvenir des révoltes du passé, les idées nouvelles des Lumières et les révolutions présentes en Amérique du Nord et en France ont en commun. Et c'est lui le premier qui, de ces notions éparpillées, déduit un système cohérent, un ensemble de postulats, d'axiomes, de théorèmes, de constatations, d'accusations et de propositions. Lui le premier athée qui affirme que le gouvernement engendre toujours plus de problèmes qu'il n'en résout, que l'inégalité des richesses pourrait disparaître si l'on substituait l'échange au commerce, que le mariage enferme plus qu'il ne protège, que les lois sont inutiles à une société d'êtres raisonnables. En gros, ni Dieu ni maître.

Michel Onfray a écrit l'avant-propos. Il en fait peut-être beaucoup pour ne pas être accusé de vénération d'ancêtre, d'anarchisto-

dulie. Il a beau jeu de rappeler que le best-seller de Godwin (car le livre fut un énorme succès lorsque parut la première édition en 1793) n'est pas exempt de contradictions. Ou que Godwin lui-même n'a guère vécu en révolutionnaire au couteau entre les dents, surtout après la mort de sa première épouse, la première féministe anglaise, Mary Wollstonecraft, auteure de *Défense des droits de la femme*; si peu, d'ailleurs, que l'époux de sa fille, le poète Shelley, dut refroidir sa première admiration, éperdue, pour l'homme, même s'il conserva toujours sa gratitude à l'auteur.

En revanche, Onfray utilise une formule juste pour qualifier Godwin: « proto-anarchiste ». Le mot anarchisme ne s'appliquera consciemment à un mouvement politique organisé que quatre-vingts ans plus tard. Mais l'essentiel de la doctrine, de l'idée est déjà là, chez lui. Si l'on s'intéresse à la

genèse de l'idée anarchiste, il est indispensable de lire Godwin.

En tant qu'anglophone, je reste pénétré de stupéfaction et de respect effaré devant l'énorme travail accompli par Alain Thévenet avec l'aide de Denise Berthaud. Intrigué par la découverte qu'Alain Thévenet vouait une très large part de sa vie à la traduction de Godwin, je m'essayai à mon tour à le traduire, discrètement, dans un coin, sans prévenir personne.

Mais la phrase riche, longue, complexe, enroulée de Godwin, qui toujours cherche à pénétrer plus profond dans sa pensée, à la préciser à l'infini, terrifia le traducteur à seize soupapes que je suis. Or, non seulement cette traduction géante est précise, elle est belle! Les francophones le sentiront. Cependant que, texte original en main, les anglophones se jureront de ne plus aborder Mylord Thévenet que chapeau bas.

Nestor Potkine

## Les enfants, les jeunes, c'est l'anarchie !

**RÉFRACTIONS**, revue de recherches et d'expressions anarchistes qui fêtera ses dix ans l'an prochain, poursuit son bonhomme de chemin libertaire en consacrant son seizième numéro à l'éducation et à l'enfance. Sous le titre joyeux « Les enfants, les jeunes... c'est l'anarchie ! », la commission de rédaction de ce numéro s'empare d'une problématique essentielle pour les libertaires, à savoir la construction des êtres amenés à vivre et à construire une société faite de liberté, de justice et d'entraide.

Même si les entrées dans la revue sont comme à l'accoutumée multiples, la meilleure façon d'aborder cette riche problématique est de lire tout d'abord l'article d'Alain Thévenet lequel convoque de façon critique les penseurs du XVIII<sup>e</sup> siècle que sont Rousseau et Helvétius – qui ont été les premiers à réfléchir à ce que signifiaient enfance et éducation – pour mettre en tension leurs réflexions éducatives au regard de celles avancées à la même époque par William Godwin, dont l'*Enquête sur la justice politique* constitue la première ébauche d'une philosophie politique anarchiste.

Le dialogue que l'auteur instaure ainsi dans son article « Du dressage des ours » entre Rousseau, Helvétius et Godwin est à plus d'un titre intéressant.

Alain Thévenet note chez Rousseau son souci de protéger l'enfant des mauvaises influences de la société, en conseillant... à son Émile de laisser tomber la lecture, source des mauvaises habitudes qui courent le monde !

Ce qui court avant tout chez Rousseau, en matière d'évolution de l'enfant c'est surtout le fait de guider cette dernière en usant de divers stratagèmes pour « qu'il croie toujours être le maître, et que ce soit vous qui le soyez », le vous étant entendu comme les parents ou le précepteur.

Pour Helvétius, si l'angle d'approche est différent, les mêmes travers se retrouvent au regard notamment du rôle central appelé à être joué par l'État : ne déclare-t-il pas en effet que « s'il est vrai que la vertu soit utile aux États, il est donc utile d'en présenter les idées nettes et de les graver dès la plus tendre enfance dans la mémoire des hommes ».

Godwin est sans doute celui des trois penseurs qui est le plus critique quant au rapport

existant entre le sujet éducatif et le sujet social : c'est précisément grâce à cette distance radicalement critique que Godwin établit au regard des formes sociétales en vigueur à son époque qu'il peut avancer sur un terrain totalement différent de Rousseau et de Helvétius et proclamer ainsi : « Toute éducation est despotique. Il est peut-être impossible que la jeunesse soit dirigée sans que soit introduite en de nombreuses circonstances la tyrannie d'une obéissance aveugle. Viens ici, lis, écris, va te coucher ! Ce sera peut-être toujours le langage de l'âge mur qui s'adresse à la jeunesse ».

La « digestion » de cet article central achevée, le lecteur pourra alors sans crainte se hasarder au travers des imaginaires et des expériences.

Du côté des premiers, on lira avec intérêt les réflexions de Roger Dadoun, sur l'enfant père de l'humanité et de René Fugler qui nous parle de la conquête de l'autoïonomie... au bout du conte de fées.

Du côté des seconds, on s'arrêtera sur l'article que Laurent Patry consacre aux ateliers d'écriture ou comment, au-delà d'une hypothétique carrière d'écrivain, il s'agit avant tout – au regard du public visé en tout cas dans cet exemple – de débusquer les mots souvent singuliers pour décrire des maux sociaux qui obstruent le quotidien de beaucoup. Le tout dans une attitude d'effacement de l'animateur, permettant l'émancipation du participant.

Au chapitre des expériences, on peut toutefois regretter que personne ne se soit attelé à une relecture critique des expériences pédagogiques anciennes et surtout plus récentes : il eût été certainement judicieux d'avoir, par exemple, un regard distancié sur Bonaventure.

À propos de regard, celui que porte Bernard Leboeuf en matière d'éducation à l'Unique témoigne de l'acuité avec laquelle Stirner a dénoncé, à son époque, tout ce qui entrave l'individu et son développement libre et entier.

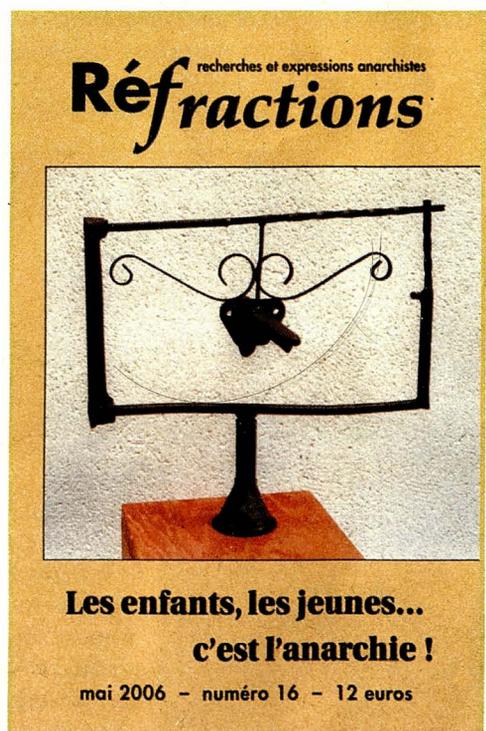
À ne pas manquer les « transversales » de ce numéro avec une analyse reclusienne fort acérée de John Clark à propos des événements de l'ouragan Katrina survenu à la Nouvelle-Orléans en octobre 2005, et la poignante nouvelle de Pa Kin, consacrée à Sacco et Vanzetti.

Même si de par sa périodicité il est difficile à *Réfractions* de coller à « l'actualité », ce numéro 16 entre bien évidemment en résonance avec le mouvement des banlieues de novembre-décembre 2005 et la lutte anti-CPE de mars-avril 2006, où l'on a vu deux jeunes affronter radicalement le politique bardé de ses certitudes, de ses flics et juges aux ordres.

Au-delà de cet aspect factuel, la revue relève d'ailleurs dans sa présentation, au travers d'un document émanant de la Sorbonne occupée, tous les risques contenus dans cette fracture entre deux jeunes qui ne se côtoient pas et même en viennent à s'affronter, alors qu'il s'agit bien d'une seule et même jeunesse sur laquelle l'État exerce sa violence.

Un bon terrain d'étude sociologique, en tout cas, qui n'aurait sans doute pas déplu à Alain Pessin, compagnon disparu l'an dernier et auquel est rendu un hommage poétique dans le numéro de cette revue dont il avait été l'un des fondateurs.

I. Liberto



# L'Épiphanie et la Jardinière...

CES DEUX RECUEILS de poèmes composés artisanalement sont de beaux objets précieux, les couvertures sur papier gaufré sont agrémentées d'harmonieux collages colorés dus à l'auteur. Huguette Kottelanne s'est chargée de la mise en pages. Le premier recueil *Épiphanie* surprend dans la poésie de Claude. Ce sont des textes facétieux, d'un sur-réalisme souriant.

Le facteur m'a apporté un mandat  
d'arrêt il m'a dit Jésus est mort  
dévoré par des grenouilles à moteur  
Perd la tête mon facteur  
Peut toujours courir pour son calendrier.

Le premier texte donne le ton. Au hasard de cette balade (ballade?) en liberté, nous rencontrons André Breton, le général Lazigouille et des lapins bleus. Mais sous l'humour la poésie n'est pas absente ni la rigueur de l'écriture ni la gravité parfois.

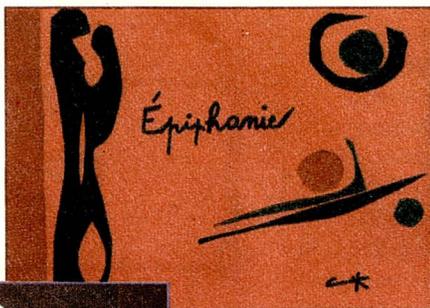
Nous vivons séparés  
mais je suis sûr de notre amour  
Elle me l'a dit en rêve.

Dans la *Jardinière* du Mississippi, nous retrouvons la poésie colorée et sensitive de Claude Kottelanne, la pureté de son style et la beauté évocatrice des images simples.

Dans ta maison une pierre à feu  
s'est frottée aux alouettes  
Les vitres sont devenues bleues  
sous l'ardoise des lavandes  
La lumière y danse sous l'aile des moulins.

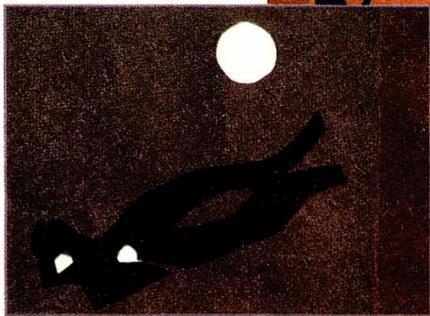
De livre en livre, le poète poursuit sa lecture du monde qui l'entourne par une description lumineuse et une vision personnelle où affleure, sous la netteté des images heureuses, un questionnement lucide sur le sens de la vie.

Maurice Cury



Claude Kottelanne :  
*Épiphanie* (15 euros) et  
*la Jardinière* du Mississippi  
(10 euros).

Disponibles chez l'auteur, 8, rue de Lorraine, 94700 Maisons-Alfort, CCP 605735N Paris.



# La Résistance

## Du maquis de Barrême au Dernier Maquisard



QUE PEUT-ON ÉCRIRE aujourd'hui sur la Résistance? Histoire, épopée, trahisons diverses, tout semble avoir été dit, écrit. Avec ses zones d'ombre, les FTP-MOI, les rapports avec Londres, les Forces alliées, chacun a sa version des faits.

Entre les camarades anarchistes espagnols qui, sortant de la guerre d'Espagne, savaient se défendre les armes à la main<sup>1</sup> et « trop » de camarades du mouvement libertaire français qui se cantonnaient dans un pacifisme au dos rond, les positions divergeaient. Mais notre propos n'est pas là aujourd'hui. Il est concrètement de jeter un œil sur deux livres traitant la Résistance, *Au maquis de Barrême. Souvenirs en vrac* d'Oscar Miesseroff<sup>2</sup> et *le Dernier Maquisard* d'Alain Pecunia.<sup>3</sup> Deux façons différentes (ô combien!) d'aborder le même sujet. Prenons le livre d'Aliocha alias Matteï qui nous prévient dès le début: « Un véritable historien doit pouvoir manipuler à la perfection l'art du bidonus. Bidonus est un mot latin qui, littéralement, signifie *art de mettre la pureté, la beauté et l'héroïsme des choses qui en ont moins*. Mot qu'il ne faut en aucun cas confondre avec « bidon », terme vulgaire à sens péjoratif. »

Tout est alors déjà dit pour éclairer ses souvenirs en vrac. Car Oxent, alias Matteï, nous livre tout de son souvenir de ce maquis du Sud-Est, le bon, le mauvais, les héros, les salauds, les honteux, etc. Sans oublier les relations troubles avec des représentants du Milieu marseillais. Comme quoi si la vie n'est pas un long fleuve tranquille, le monde de la Résistance ne peut pas être traité de manière manichéenne. Aliocha, d'origine russe, aura toujours été un « vieux bouc caucasien » (Proche, un moment, d'un groupe anarchiste), naturiste avant tout. Ses souvenirs, même en vrac, ont beaucoup de goût.

Un autre regard que *le Dernier Maquisard* de notre camarade Pecunia. L'action se passe en 2004, dans une « paisible sous-préfecture des bords de Loire ». Deux camarades de maquis, les

seuls restant en vie et pleins de souvenirs, se trouvent avec des sentiments mitigés à jouer les utilités dans les diverses commémorations de la Libération. L'un garde le souvenir d'un soldat allemand qu'il a tué (et qui se révélera être un militant communiste), l'autre ressasse une trahison qui avait, à la fin de la guerre, décimé le maquis. L'un a un autre pénible souvenir, c'est d'avoir été « presque retourné » par la Gestapo quand il avait un fusil-mitrailleur sur la tempe. L'autre (qui avait lu pas mal d'archives, dont celles de l'armée allemande, pour écrire un bouquin sur leur Résistance) savait tout cela. À la fin, on apprend « qui », comme quoi le ying et le yang ne se mélangent pas.

Le bouquin de notre camarade Pecunia se lit d'une traite, celui d'Aliocha fourmille de tellement d'anecdotes savoureuses. De toute façon, les deux sont en vente à la librairie du Monde libertaire.

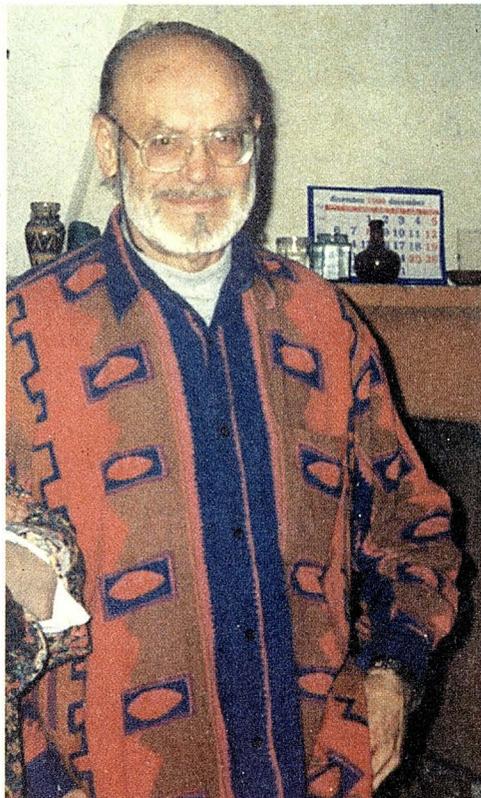
Thierry Porré  
groupe Pierre-Besnard

1. Rechercher, entre autres, les *Dossiers noirs d'une certaine résistance*, édité par le Centre d'éducation sociale de Perpignan en 1984. Le livre relate les méandres de la Résistance, en particulier dans le Sud-Ouest où certains pensaient objectivement qu'il valait mieux Franco plutôt qu'une révolution sociale et libertaire.

2. Petite Bibliothèque du Malséant. Éditions Egrégores. Première édition dans les années 1960.

3. Éditions Cheminements. Premier roman d'Alain Pecunia, après les *Ombres ardentes* sur ses années de prison en Espagne, et deux polars, *Un vague arrière-goût* et *le Sanglot de Satan*.

# Salut Vicente !



**NOTRE AMI VICENTE** (Vincent) Marti est mort ce mercredi 14 juin 2006. Il avait raconté ses souvenirs dans un livre intitulé *la Saveur des patates douces* (Atelier de création libertaire, 1998).

Il est né à Madrid en 1926. Ses parents étaient des militants anarcho-sindicalistes qui devaient souvent changer de domicile à cause de leurs activités.

La révolution, il y a assisté, enfant, dans le Levant. Il a vu la création des collectifs, il a vu brûler l'argent. Après la victoire franquiste, sa famille doit vivre dans la clandestinité. En 1948, Vicente et ses proches s'exilent en France après avoir traversé les Pyrénées à pied en plein hiver.

Vicente s'installe alors à Avignon, y apprend le métier de tourneur et la langue française qu'il ignore totalement. Il la maîtrisera ensuite très bien, en utilisant parfaitement les provençalismes.

Il découvre les idées anarchistes et s'investit dans le mouvement libertaire en exil : CNT, FAI, FIJL (Fédération ibérique des jeunesses libertaires). C'est au sein de cette dernière organisation qu'il s'est senti le plus à l'aise. Au début des années 1960, il a participé à des actions clandestines contre le régime franquiste : envoi de véhicules et d'armes, actions explosives contre les intérêts touristiques de l'Espagne. Il connaissait Delgado et Granados qui ont été condamnés à mort et exécutés pendant l'été 1963, pour un acte qu'ils n'ont

pas commis. Vicente et quelques autres se sont battus pour leur réhabilitation qui n'est pas encore acquise.

Son engagement n'a pas été exclusivement tourné vers l'Espagne. Sur ses lieux de travail, il a été un syndicaliste actif, particulièrement en mai 1968.

Entre 1961 et 1976, Vicente a participé activement à l'organisation de campings libertaires dans diverses régions du sud de la France. Durant l'été se retrouvaient jeunes et moins jeunes de tous les pays d'Europe. Avant l'arrivée des campeurs, il fallait souvent défricher, nettoyer et installer des sanitaires. Ces campings étaient gérés de manière collective.

À la fin de l'année 1976, le roi d'Espagne Juan Carlos fait une visite en France. Plusieurs militants sont alors assignés à résidence à Belle-Île-en-Mer dans le Morbihan. Vicente, connu pour son activisme, fait partie de ces « prisonniers ». Un film retrace cet événement qui ne manque pas de côtés amusants (*Vacances royales* réalisé par Gabriel Auer, 1980).

À l'âge de la retraite, Vicente n'est pas resté inactif. Il a parcouru les mers de la Grèce à l'Érythrée avec des jeunes dits « en difficulté ». Il a mis son savoir-faire d'ouvrier au service du CIRA de Lausanne, de la Comunidad del Sur de Montevideo ou de la compagnie de théâtre de rue Ilotopie. Et dans son jardin du Pontet, près d'Avignon, il a même construit un bateau !

## CIRA de Marseille

**J'APPREND** le décès de Vicente Marti et j'ai envie de rajouter quelques détails à la notice publiée dans le bulletin du CIRA.

Pas seulement sur les qualités de Vicente, sa chaleur humaine, son ouverture, je ne l'ai rencontré que trois ou quatre fois, mais c'est quelqu'un dont on se souvient. Pour concrétiser, il faut dire que dans l'usine où il travaillait il était délégué du personnel alors que l'usine était dominée par la CGT, mais qu'importe, le bonhomme emportait l'adhésion et même les CGTistes votaient pour lui.

Enfin, le point que je voulais ajouter concerne Mai 68 à Avignon. Un petit point d'histoire. C'est dans une cave, le week-end suivant, les premières émeutes à Paris, que j'ai rencontré Vicente, il était venu avec Gérard Gélis (théâtre du Chêne noir), il y avait aussi Nicole Aubiat et moi-même ainsi que le président de l'UNEF d'Avignon (un trotskyste de la FER d'ailleurs), et c'est ce petit groupe qui décida et organisa la grève qui démarra le lundi suivant, avec succès, et qui mena très vite à l'occupation de la Fac.

Axel Baudouin

# Bakounine en banlieue

**CE LIVRE** est le deuxième volume de la collection « Classiques » des éditions de la CNT-RP. On y reprend dans cette livraison les textes complets de « La politique de l'Internationale » et « Organisation de l'Internationale ».

Bakounine a écrit ses pages les plus lumineuses dans la presse ouvrière ; textes écrits en français, courts et virulents, didactiques, qui s'adressent directement aux ouvriers.

« La Politique de l'Internationale » fut présentée en quatre articles au mois d'août 1869 dans le journal *l'Égalité*. Bakounine explique aux ouvriers les raisons essentielles de l'antagonisme des classes, la nécessité de s'organiser en une grande association internationale des travailleurs « contre la puissance si bien organisée des bourgeois, puissance représentée et soutenue principalement par l'organisation de l'État, de tous les États », en ne se préoccupant pas de « politique » – « qu'elle s'appelle conservatrice, libérale, progressiste, radicale, et lors même qu'elle se donnerait les allures les plus révolutionnaires du monde ».

Bakounine explique tout clairement, et ce qu'il démontre est toujours valable aujourd'hui, tant de l'exploitation des ouvriers, de la bourgeoisie, de l'inégalité économique, des intérêts contraires des uns et des autres, de la vision bourgeoise des socialistes qui « s'efforce[nt] de donner un corps au non-sens », car essayant de résoudre les questions sociales sur la base de l'inégalité économique. « Elle veut [la bourgeoisie], elle doit conserver l'intérêt du capital et la rente de la terre, et elle prétend émanciper les travailleurs avec cela. » Si on vous dit que la transformation politique doit précéder la transformation économique, fuyez !...

« La liberté [politique] une fois conquise, dit-on, servira aux travailleurs d'instrument pour conquérir plus tard l'égalité ou la justice économique. [...] Il faut être amoureux d'illusions pour s'imaginer qu'un ouvrier, dans les conditions économiques et sociales dans lesquelles il se trouve présentement, puisse profiter pleinement, faire un usage sérieux et réel de sa liberté politique. Il lui manque pour cela deux petites choses : le loisir et les moyens matériels. »

On pensera, entre autres, aux jeunes de banlieue, à qui l'on chante aujourd'hui les bienfaits de l'inscription sur les listes électorales... D'un usage quotidien, ce petit livre de Bakounine a toute sa place dans votre poche !

Sita Jacaré

Michel Bakounine, *Vision anarchiste et syndicaliste*, présentation de Frank Mintz, CNT-RP, 2006, 72 pages, 10 euros.



## Jeudi 29 juin

### De rimes et de notes à 12 heures:

Actualité de la chanson et du spectacle.  
Émission animée par Marlène Bouvier.

**Radio cartable à 14 heures:** La radio des enfants. Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry sur Seine.

**Si vis pacem à 18 heures:** Sauver les pacifistes de Colombie. Redes Juveniles, section colombienne de l'Internationale des résistants à la guerre.

**Epsilon à 22 heures:** Musiques expérimentales et expérimentations sonores. Les percussions.

## Vendredi 30 juin

**Koumbi à 10 heures:** Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes. L'Afrique contemporaine et sa diaspora, avec les éditions Homnisphères.

**Place aux fous à 13 heures:** Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Olivier Pascault terminera son portrait de Platon, avec une lecture d'extraits sur la liberté et l'autonomie, et Éric Tessier nous promènera dans « l'illustration sonore » (Roger Roger, Nino Nardini).

## Samedi 1<sup>er</sup> juillet

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures:** *Libération de Sartre à Rothschild*. De Jean-Paul Sartre en 1973, pour « donner la parole au peuple », libération est passé en 2005 sous le contrôle du banquier d'affaires Édouard de Rothschild.

**Chronique syndicale à 11 h30:** Luttons et actualités sociales. Jacques Girault viendra parler de son livre *Au devant du bonheur, les Français et le Front Populaire*; puis Henri Simon évoquera: « Dans le monde, une classe en lutte. »

**Chroniques rebelles à 13h30:** Petites histoires musicales, rap et autres... Avec Fred Morisse, auteur de *ZUP ! Petites histoires des grands ensembles* (L'Insomniaque).

**Tribuna latino-americana à 19 heures:** Actualité politique de l'Amérique latine. L'émission accueillera un ou une représentante du Comité de solidarité avec le Chiapas, qui nous donnera des informations sur la mobilisation au Mexique, après la violente répression qui a eu lieu les 3 et 4 mai à San Salvador Atenco et à Oaxaca.

## Dimanche 2 juillet

**Folk à lier à 12 heures:** Musiques traditionnelles. Diffusion de l'interview enregistrée de Julian Sutton, accordéoniste diatonique anglais, lors de son passage à Paris, pour parler de son parcours et de son disque solo, sorti fin 2005.

**Chants, contrechamps à 15h30:** Émission commune de cinéma. Plateau débat avec l'ensemble des chroniqueurs cinéma de la radio pour commenter l'actualité des films à l'affiche...

**Le Mélange à 17 heures:** Le magazine de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

**Désaxés à 20h30:** Le ciné en zone libre. L'actualité du cinéma, avec un interview d'Agnès Varda réalisée par Laurent Devanne, pour son exposition « Lile et elle » (Fondation Cartier).

## Lundi 3 juillet

**Les mangeux d'erre à 09h30:** Émission éco-libertaire. Débat sur la décroissance avec Serge Latouche, Jean-Pierre Terrais et Jean-Claude Laroche organisé le 17 juin dernier à Paris lors du salon du livre libertaire.

**Lundi matin à 11 heures:** Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

**Ondes de choc à 16 heures:** Magazine culturel. Autour du Baudelaire de Walter Benjamin (un poète lyrique à l'apogée du capitalisme), en compagnie de Michelle Brule, pour dériver sur le sujet et sous toute forme d'ivresse...

**Ça urge au bout de la scène à 21 heures:** Magazine de la chanson vivante. Depuis plus de dix ans, les deux Bernard accueillent chaque semaine des jongleurs de mots, des cracheurs d'images, des hérissés de poils, des provocateurs de frissons...

**De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22h30:** Chaque lundi, c'est une quasi révolte que les carmélites pentus réactivent nuitamment. Messe de minuit noire d'humour, les cloches sont sonnées à la Glanbouillette, les sacro-salantes revues de presse sont ressuscitées en OSB...

## Mardi 4 juillet

**Pas de quartiers... à 18 heures:** Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine. Pour que « Vive la Révolte » avec les compagnes et compagnons de Montreuil... Tous à vos galènes!

**Paroles d'associations à 19h30:** Magazine de la vie associative et culturelle. Sylvie reçoit « Argos 2000 », qui s'efforce d'aider les personnes atteintes de trouble bipolaire, ainsi que leur entourage.

**Jazz en liberté à 22h30:** Free jazz et musiques improvisées. Un programme de Gérard Téronès, autour de quelques saxophonistes altos.

## Mercredi 5 juillet

**Léo 38 à 16 heures:** A l'heure du goûter Avec Shanti D, Missize Katy et M. Frédéric, en direct et en vrai!

**Blues en liberté de 10h30 à 12 heures:** Le country blues sur scène.

**89.4 MHz en région parisienne**  
**rl.federation-anarchiste.org**

La bibliothèque La Rue sera ouverte en juillet et en août le samedi de 15h30 à 18 heures, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris. Métro Blanche ou Abbesses. Tél.: 0142233218. Entrée libre: pendant l'été, venez assister à des projections de cassettes vidéo, autour de l'Espagne libertaire et de l'utopie. Rendez-vous les samedis suivants à 16 heures (pour la programmation du mois d'août, contactez-nous):

8 juillet: *Un autre futur*, 1<sup>re</sup> partie.  
15 juillet: *Un autre futur*, 2<sup>e</sup> partie.

22 juillet: *Ortiz, général sans Dieu ni maître*, 1<sup>re</sup> partie.

29 juillet: *Ortiz, général sans Dieu ni maître*, 2<sup>e</sup> partie.

5 août: *Espagne 36: révolution autogestionnaire*.

## Jeudi 29 juin Merlieux (02)

De 18 heures à 21 heures, le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Céline Beaudet, Tony Legendre et Dominique Petit, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Thème de la soirée: « Les milieux libres anarchistes. » Apéro offert. Table de presse. Entrée libre.

## Ivry-sur-Seine

- Trois soirées de soutien au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Métro Pierre-Curie, ligne 7: Jeudi 29 juin: Laurent Berger, Jean Duino, Béa Tristan, Philippe Forcioli, Jacques Bertin.
- Vendredi 30 juin: Valérie Mischler, Marc Havet, Éric Toulis, Yvan Dautin, Le Cirque des mirages.
- Samedi 1<sup>er</sup> juillet: Nicolas Reggiani, Thomas Pitiot, Jehan, Rémo Gary, Francesca Solleville.

## Vendredi 30 juin Clermont-Ferrand (63)

Raymond se met à la musique électronique avec @tekno chamanik et Too Mops trip hop volkanik 21 heures/orga Entropie

et Kwack. Infos sur <http://www.lekalk.info/>. Raymond's bar, 77, avenue Edouard-Michelin.

## Le Havre (76)

Le groupe Zéro de conduite de la FA propose une « Carte noire » au Club du livre libertaire. La causerie sera suivie d'un concert de Jean Bon/Scott de Porc (Chansons folk et charcutées). Rendez-vous à 19 heures, à l'Apple Pie, 18, place de Gaulle. Librairie et grignotage sur place. Entrée libre.

## Samedi 1<sup>er</sup> juillet

### Paris 20<sup>e</sup>

« 1936-2006: il y a soixante dix ans, la révolution espagnole »: 11 heures à 14 heures: diffusion de *Un autre futur*. 14 heures à 19 heures: 1936 et la situation internationale - Autogestion ouvrière et collectivisations - Le mouvement libertaire français et la Révolution espagnole - 1936 et nous. 19h30 à 22 heures: Concerts avec Serge Utgé-Royo, Redkick, et Red riot.

### Saint-Claude (39)

Concert en soutien à l'infokiosk: Les Konkasseurs (punk lokal) + Bloody fingers (punk enragé Besak), au Coffre-Fort, rue de Bonneville, à 21 heures [Groupelucio@altern.org](mailto:Groupelucio@altern.org)

### Bordeaux (33)

Journée proposée par la chorale Cri du peuple pour les 70 ans de la guerre d'Espagne, au local du Clav, à l'occasion de sa fermeture, au Clav, 61, rue de Tauzia.

### Vindrac (81)

Festival antimilitariste organisé par le Comité des objecteurs du Tarn à La Curade, près de Vindrac, entre Cordes et Montauban, Au programme: des films antimilitaristes, du théâtre

(Les Guerriers par la Compagnie Koikadi), de la musique (La Marmaille, A bout d'souffle, Prisca, Maika), des stands et une exposition d'affiches.

## Mercredi 5 juillet Paris (75)

Action « Portes ouvertes » dans le métro parisien à l'appel du RATP (Réseau pour l'Abolition des Transports Payants) et de l'Assemblée de Montreuil. Rendez-vous place de la Nation à l'entrée RER du côté boulevard Voltaire à 17h30.

## Vendredi 7 juillet Toulon (83)

Hommage à la Révolution espagnole. Le groupe Nada de la Fédération anarchiste organise une projection-débat sur « Espagne 1936: il était une fois la révolution » à 20h30, à La Salle, 223, avenue Henri-Poincaré, dans le quartier La Rode. Table de presse, apéro et entrée libre.

## Samedi 1<sup>er</sup> juillet

### Manifestations contre:

- les expulsions
- la loi CESEDA

### Marseille (13)

18 heures à l'hôtel de ville.

### Metz (57)

14 heures sur l'Esplanade.

### Beauvais (60)

15 heures à la préfecture.

### Clermont-Ferrand (63)

15 heures à la préfecture.

### Paris (75)

15 heures, Bastille.

### Avignon (84)

14h30 à la mairie.



**Souvenez-vous ! ...**

**Projection  
Exposition**  
à partir de 15h

**1936  
2006**

# **LA REVOLUTION ESPAGNOLE**

**Le Cri du Peuple  
Les Moutons Noirs  
Les Dolls**

**Des Poils &  
des Bagoues  
Myriam (Slam)  
Red weiler  
Soul Révolution  
Project  
...**

**Concerts à partir  
de 18h 30**

**Cantine  
prix libre**

**Entrée  
3 euros**

**1<sup>er</sup> juillet 2006**

**au Local 61, rue Tauzia Bordeaux**